des socialistes

N°765 DU 14 FÉVRIER AU 20 FÉVRIER 2015

1,5€

10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 Tél.: 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTRICE DE LA RÉDACTION ET DIRECTRICE DE LA PUBLICATION • Sarah Proust

- RÉDACTRICE EN CHEF Sarah Nafti • RÉDACTRICE • • PHOTO Mathieu Del-
- mestre MAQUETTE Florent Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé
- N° DE COMMISSION PARITAIRE: 1118P11223
- ISSN 127786772

"L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 180 000 exemplaires

SPÉCIAL CONSEIL NATIONAL

Faire vivre le débat



Le conseil national de dépôt des contributions s'est tenu samedi 7 février. Au total, 27 contributions générales vont alimenter le débat qui mènera à l'élaboration des motions pour le prochain conseil national le 11 avril, puis au congrès de Poitiers les 5, 6 et 7 juin. La discussion est donc ouverte. Elle se poursuit par le biais des contributions thématiques que l'on peut encore déposer jusqu'au 20 février.



AG EN DA

7 mars 2015

Colloque les fausses promesses de l'extrême droite

22 mars 2015

1^{er} tour des élections départementales

LES INTERVENTIONS



JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

Chers camarades, le contexte a changé. La France a été attaquée par le terrorisme, les Français ont remis la République au centre, l'exécutif est à la hausse et le Président incarne la nation, tant le 11 janvier qu'hier à Moscou. Les socialistes sont mieux, sans être au mieux. L'austérité est battue en brèche par le vote grec, tout autant que par l'action des sociaux-démocrates. Le bloc réactionnaire à colonne vertébrale frontiste est en marche, bousculant l'UMP. Sur notre gauche, on veut croire qu'une nouvelle gauche passe par la disparition du Parti socialiste. Les marches républicaines ont mis à l'ordre du jour la République, mais la dynamique frontiste est là, et le fanatisme religieux aussi. Le moment politique est donc dans cette confrontation. Il nous faut être à la hauteur de l'histoire, cette histoire ici et maintenant. Soit nous nous réinventons, nous réussissons au gouvernement, soit nous disparaîtrons. Le contexte a changé et les textes aussi, lisez-les. Notre contribution dit notre double volonté: utilité et unité. Être utile à la France et aux Français en agissant pour le redressement de notre pays, et d'abord pour créer de l'activité, de l'emploi, investir dans le futur, être utile à la République, en proposant dix chantiers pour l'égalité réelle. Etre utile à l'Europe en la réorientant, être utile au Parti socialiste en poursuivant son renouveau voire son dépassement. Notre démarche se fixe pour devoir de répondre aux besoins de sens et d'engagement de chaque militant et de chaque citoyen. Elle assigne quatre tâches d'intérêt général. La première: comprendre les défis historiques qui se posent à notre pays, dans le monde et en Europe. Les défis sont multiples : agir contre le terrorisme djihadiste dans un monde multipolaire désorganisé, répondre à l'urgence écologique au nom de l'écologie socialiste, mettre la finance au service de l'économie réelle et de l'emploi, unir le Nord et le Sud de l'Europe pour la

réorienter, promouvoir une nouvelle croissance, combattre la déflation, doter l'Europe d'un traité social.

Deuxièmement, mettre en perspective le sens de notre action en disant ce qui a été fait, ce qui reste à faire, ce qui a réussi, et ce qui peut être infléchi. Depuis 2012, nos gouvernements, celui de Jean-Marc Ayrault et de Manuel Valls, et la majorité, travaillent au redressement du pays, dans un contexte européen et international inédit, dans une conjoncture qui amorce un début de reprise mais reste marquée, c'est pour nous la question centrale, par l'urgence de la reconquête industrielle, après dix ans de politique de droite qui a plombé les comptes, abîmé les services publics, et divisé les Français. Depuis l'alternance, il a fallu s'attaquer à toutes les crises en même temps: redressement productif et compétitivité de nos entreprises, soutien à l'emploi et au pouvoir d'achat, investissement éducatif, transition écologique et numérique, nouvelle organisation territoriale, droits nouveaux pour les salariés, relance européenne, diplomatie active. L'action, dans tous ces domaines, a besoin de constance, de cohérence, de persévérance. Il faut continuer, mais il faut aussi pouvoir compléter, consolider, infléchir comme il le faut. Qu'il s'agisse de la prise en compte plus particulière des entreprises exposées à la concurrence internationale, de la réforme de la fiscalité ou du soutien à l'investissement des collectivités territoriales, pour permettre la réussite de la fin du quinquennat, l'enjeu principal pour notre parti doit être de promouvoir la cohérence républicaine.

Troisièmement, inscrire l'égalité au cœur de notre action pour concrétiser la promesse républicaine et permettre la réussite de la fin du quinquennat. L'enjeu du congrès de Poitiers est d'être à la hauteur de l'histoire. Être à la hauteur de l'histoire, c'est faire vivre la République. Nous voulons faire de l'égalité le fil d'Ariane de la fin du quinquennat de l'action du Parti socialiste dans les prochaines années. Notre contribution propose ainsi dix chantiers de cohésion républicaine, déclinés en proposition pour l'égalité réelle, et la citoyenneté active: pour le droit à un environnement préservé, pour l'éducation, premier sujet, premier budget, premier projet. Pour la sécurisation des parcours professionnels. Pour la santé pour tous, pour le logement de qualité, cause nationale. Pour le droit à la mobilité et à l'accès par les transports collectifs ou numériques. Pour l'égalité hommes-femmes. Pour l'accès à la culture et aux arts. Pour le service public sur l'ensemble du territoire en métropole et en Outre-Mer. Pour la fiscalité au service de la croissance et de la jus-

Quatrième point: faire de l'unité notre méthode et notre objectif, pour renforcer notre parti, rassembler la gauche et les écologistes, mobiliser les citoyens, mener la bataille culturelle et politique contre le bloc réactionnaire. L'unité permettra au Parti socialiste d'être pleinement utile à la réus-

site de la fin du quinquennat et à la défense de la République. L'unité des socialistes, car tant dépend de nous. Unité car la réussite du redressement de notre pays ne peut se faire dans la discorde et dans le désordre. Unité du parti pour poursuivre son renouveau engagé avec nos États généraux et notre modernisation organisationnelle. Unité encore pour permettre le rassemblement de la gauche et des écologistes. Unité contre la division de la gauche, condition indispensable pour casser la dynamique de notre bloc réactionnaire. Et Gérard, si je peux partager avec toi les réflexions vis-à-vis des ministres, j'aimerais que de temps en temps, tu mettes ta faconde au service de combattre ceux qui nous combattent, comme Jean-Luc Mélenchon. Unité des Français pour mettre en échec les tentatives de déstabilisation et de division de notre pays, et renforcer le vivre ensemble de notre République. Au final, notre texte commun, cité avec le secrétariat national et les 78 premiers secrétaires, veut résolument être utile pour saisir et être à la hauteur du moment historique présent, pour peser réellement et positivement sur la fin du quinquennat. Et enfin, pour servir l'unité de la gauche dans son combat face au bloc réactionnaire.

En somme, ce texte veut être une contribution pour faire vivre le débat, et n'en ayons pas peur, pour faire vivre notre République, pour faire vivre notre parti. Je m'engage à rencontrer les 26 contributions pour trouver les voies d'une motion, si ce n'est unique, en tout cas essentielles pour le rassemblement.

Merci.





Chers camarades,

Mon propos sera bref en ouverture de notre réunion.

GUILLAUME BACHELAY

Parce que nous avons un ordre du jour copieux et que les camarades sont nombreux qui souhaitent s'exprimer au lendemain du dépôt des contributions pour notre Congrès de Poitiers en juin – j'y reviendrai dans quelques instants.

De plus, notre précédent Conseil national n'est pas si loin dans le temps – c'était le 13 décembre. Cette période a cependant été rythmée par de multiples expressions, réunions, productions. Vous en retrouverez la synthèse complète dans le rapport d'activité que, c'est une pratique désormais bien établie ou rétablie, le secrétariat national a préparé à votre attention et qui vous a été remis.

Pour ma part, je retiendrai les trois bureaux nationaux respectivement consacrés au rapport parlementaire sur la fin de vie en présence d'Alain Claeys, à la victoire de Syriza en Grèce et à ce qu'elle signifie ou rend possible pour l'Europe et pour le pays lui-même, à l'élection législative dans le Doubs – c'était mardi dernier –, où notre camarade Frédéric Barbier portera demain, dans le deuxième tour, non seulement nos couleurs mais l'attachement aux valeurs républicaines; nous le saluons avec amitié, et nous lui adressons tous nos encouragements.

À travers les secrétaires nationaux et les porte-paroles, le Parti s'est réjoui que l'éducation nationale soit redevenue le premier budget de la nation, et il a salué l'annonce du nouveau plan de renouvellement urbain. De même, nous avons rappelé l'avancée majeure que constitue l'ouverture des comptes personnels de formation qui doteront leurs bénéficiaires de 150 heures de formation pour sept ans d'activité professionnelle, défendu aussi la nécessité du compte pénibilité face aux attaques d'une partie du patronat, et dit notre attachement au tiers payant généralisé en 2017 – je rappelle qu'un Fran-

çais sur quatre renonce, au moins une fois par an, à se soigner.

Dans le domaine international, nous avons salué la résolution du Parlement européen appelant à la reconnaissance de l'État de Palestine ; dénoncé l'effroyable attaque terroriste survenue à Peshawar au Pakistan en décembre ; rendu hommage à Shaima al-Sabbagh, militante pacifique de la révolution égyptienne et membre de l'Alliance populaire socialiste. Au plan européen, outre l'élection générale en Grèce, nous avons évoqué la politique offensive de la Banque centrale européenne, cette étape supplémentaire, nécessaire, salutaire que constitue le rachat de titres de dette souveraine - 60 milliards d'euros de mars prochain à septembre 2016 - décision favorable, comme l'euro moins cher, à la croissance durable, à l'investissement et à l'emploi. En revanche, avant-hier, nous avons regretté la dernière décision de la BCE concernant le durcissement des conditions d'accès aux liquidités pour les banques grecques.

Tout cela nous l'avons dit, tout cela nous l'avons fait dans une période à nulle autre pareille où notre pays a été la cible, trois jours durant, les 7, 8 et 9 janvier, d'attentats terroristes qui ont arraché à la vie dix-sept de nos concitoyens. Il y a un mois jour pour jour, le mercredi 7 janvier en fin de matinée, a eu lieu l'attaque d'une violence et d'une lâcheté extrême contre Charlie Hebdo, avant celle, deux jours plus tard, de l'Hyper Casher porte de Vincennes. La France a été touchée au cœur, la France a subi un terrible choc, mais la France a fait bloc. Le Président de la République a su, dans ces journées terribles, incarner la nation. L'exécutif a fait preuve de fermeté, agi avec réactivité et sérénité, fait prévaloir l'unité.

Les Français, par les rassemblements spontanés qui ont fleuri dans le pays dès le 7 au soir, lors des marches républicaines qui se sont déroulées le 11 sous les yeux du monde, à Paris et dans les régions, ont dit leur solidarité aux familles des victimes, dit leur refus de la peur et de la terreur, des amalgames et des divisions, leur attachement à la démocratie, à la liberté d'expression, aux valeurs de la République. C'est aussi une réponse, apportée par la nation des citoyens, à la question de l'identité française que certains, sur les ondes ou dans les livres, définissent par le repli ou le rejet sur fond de déclin proclamé. Non, ont dit les Français, aujourd'hui comme hier, être Français, c'est vouloir les valeurs de la République, vouloir qu'elles soient brandies, transmises, concrétisées aussi. Voilà le message du 11 janvier, l'exigence qu'il signifie, qu'a rappelé le chef de l'État avant-hier lors de sa conférence de presse.

Notre parti a répondu présent dans ce moment si particulier pour notre pays, dans cette épreuve. Au Parti socialiste, nous avons œuvré, sous l'impulsion du Premier secrétaire, avec François Lamy et beaucoup d'autres, à la réussite du rassemblement national du 11 janvier. Tous les camarades qui ont contribué à ce temps fort citoyen de notre histoire doivent en être remerciés, tout comme les militants

et les sympathisants, si nombreux, qui, à Paris comme ailleurs en métropole et dans les outremers, se sont mobilisés. De même que doivent être remerciés les camarades, dirigeants ou adhérents, des autres partis socialistes et sociaux-démocrates qui ont rejoint les cortèges pour exprimer leur solidarité.

Dès le 12 janvier, avec Jean-Christophe, nous avons souhaité consacrer le rassemblement des secrétaires de section à cette grande cause: faire vivre la République. Cette proposition a été soumise au Bureau national dès le lendemain et les camarades l'ont approuvée. Lors de cette même réunion du 13 janvier, là aussi afin d'être à la hauteur de l'exigence. Trois groupes de travail ont été mis en place autour des enjeux suivants : la lutte contre le terrorisme et la protection des Français, la coordination européenne et la cohésion républicaine. Annonce en était faite dès le lendemain et surtout la mise en œuvre engagée dès le lendemain. Je remercie respectivement Marie-Pierre de la Gontrie, Philip Cordery et Laurent Dutheil car ils ont accompli un important travail, avec les autres camarades qui se sont impliqués, afin de pouvoir livrer un rapport d'étape aux secrétaires de section que nous avons réunis à la Mutualité dimanche dernier - ils étaient plus de 800 venus de toute la France, plus de 1 300 participants au total.

Ce grand rassemblement, le 20° du genre, a été un succès de participation bien sûr mais aussi un temps fort pour notre réflexion collective. Merci notamment à Jean-Jacques Urvoas, Christine Revault d'Allones, Paul Quilès, Isabelle Thomas, Elsa Di Méo, Alain Bergougnioux et à tous les autres pour leur contribution. Celles et ceux d'entre nous qui ont partagé cette journée avec les camarades, en présence du Premier ministre, peuvent témoigner de la qualité des échanges qui ont nourri les

rapports des groupes de travail qui présenteront leurs conclusions mardi prochain devant le Bureau national. Merci à Sarah Proust et Elsa Di Meo pour le kit sur la laïcité qui a été remis aux camarades. Merci aussi, chaleureux merci à l'ensemble des collaborateurs du siège national qui ont œuvré à l'organisation et à la réussite de notre rassemblement de dimanche dernier.

J'arrête ici mon rapport d'activité et j'en viens à l'autre point de l'ordre du jour, le rapport d'activité avec la préparation de notre Congrès et, c'est sa première phase, le dépôt des contributions générales et thématiques.

171 contributions thématiques ont été déposées sur le site du parti avant le 6 février minuit et 7 sont actuellement au cours de vérification de leur validité par rapport à la circulaire 1395 du 19 décembre 2014. Avec le Premier secrétaire, nous proposons qu'un délai de 15 jours soit permis par notre Conseil national ce matin pour pouvoir contribuer sur un thème, comme nous l'avions fait pour les États généraux: des camarades ont besoin d'un peu de temps pour rédiger et je propose de le leur permettre. La Commission provisoire du Congrès, à laquelle participeront les contributions générales après leur enregistrement, a approuvé cette idée et elle me semble pouvoir recueillir l'adhésion de tous.

Les contributions thématiques seront mises en ligne sur le site au cours du week-end et les contributions générales aussi qui, elles, seront de surcroit publiées dans un cahier spécial de l'Hebdo qui pourra être livré autour du 20 février.

J'en viens aux contributions générales: 27 ont été déposées dont je vous donne la liste dont l'ordonnancement sera celui des interventions de ce matin – 6 minutes pour chaque orateur – et du cahier adressé aux militants.



PHILIPPE HARQUET

Bonjour chers camarades.

Je vais vous présenter la contribution que nous déposons au titre des réformistes solidaires. C'est un travail que nous avons démarré dans le cadre des Etats généraux, et qui s'est poursuivi à travers la réflexion sur le débat problématique entre les tenants de la ligne gouvernementale et ceux qui souhaitent des orientations plus radicales. Même si nous sommes là pour reconnaître qu'un certain nombre de résultats sont parcellaires au niveau de l'action gouvernementale, il n'en reste pas moins que le débat est nécessaire. mais il doit se faire dans un discours de vérité. Et nous voulons, à l'occasion de ce congrès, réaffirmer deux convictions particulières et profondes. Il nous faut d'abord maîtriser les dépenses publiques, mais pour rénover profondément notre pays. Et nous voulons aussi dépasser la sociale démocratie traditionnelle pour valoriser le temps long, le contrat, en cherchant à impliquer directement les citoyens, mais aussi les acteurs sociaux, les politiques, les culturels, et les militants. En fait, nous souhaitons mettre les réformes au service des solidarités nouvelles pour bâtir ce que nous appelons un new deal solidaire. C'est notre ambition.

Alors, quels enjeux pour ce congrès de Poitiers? 2015 est une année décisive, nous le voyons bien pour le guinguennat de François Mitterrand... de François Hollande. On est quand même marqués par François Mitterrand! Le chômage structurel de masse est une donnée constante depuis la fin des années 90. Les événements des 7, 8 et 9 janvier remettent bien dans l'actualité les conditions de notre vivre ensemble. Alors, comment garantir dans ce nouveau contexte les valeurs de la République et le pacte social issu de 1945 lors du Conseil national de la Résistance ? Pour nous, pour répondre à ces défis, il faut sortir des contestations parfois un peu faciles et avancer sur ce que nous appelons la coconstruction, avec les citoyens, avec nos militants. Il faut assumer aussi l'inconfort de la gestion du pays en temps difficile, dans une crise profonde, et face à une réalité à laquelle nous ne pouvons pas échapper, et dans laquelle nous devons bien nous engager, même si, effectivement il n'est pas forcément facile et confortable d'être le principal parti d'une majorité parlementaire. C'est une attitude sans doute à rebours de la culture dominante de notre parti. Mais nous devons, pour nous, adopter une culture de construction, pas une culture de contestation facile. Ce que nous voulons, c'est de passer du vivre ensemble au faire ensemble. Faire ensemble, c'est mobiliser celles et ceux qui sont le plus loin des décisions économiques, sociales, politiques et culturelles, c'est-à-dire notamment les citoyens. Et faire vivre une démocratie qui respire avec des contre-pouvoirs actifs. Les militants sont aussi des acteurs à mobiliser. Coconstruire, c'est forger un consensus qui n'est pas le plus petit dénominateur commun, et là, nous sommes attachés à ce que l'on aie une notion de majorité claire et nette, mais c'est un arbitrage assumé entre des droits et des engagements, ce qui permet une action efficace. Cela s'applique aussi à notre parti, entre le parti, entre

le parti et le gouvernement, entre le gouvernement et nos élus, entre la direction du parti et les militants. Cette démarche de coconstruction permettra d'impliquer d'abord les citoyens et les citoyennes, quelles que soient leurs origines, quelles que soient leurs situations, pour renforcer notre pacte républicain au service d'un projet collectif partagé. Et notre projet, c'est d'ailleurs, vous l'avez bien compris, une méthode, la coconstruction pour agir dans le temps, dans le temps long du réformisme. Nous défendons un projet qui permette d'améliorer la vie des Français, cela doit être ça aussi notre objectif, un projet global pour plus de solidarité. Cela passe par décloisonner les temps de vie de l'éducation au vieillissement, en passant par les temps d'activité. Il faut revoir, revisiter ces notions-là. Conforter des droits liés à l'intime, les droits privés, les droits publics. Construire un développement économique avec un souci écologique, et d'innovation. Et travailler à un fédéralisme européen progressif, mais assumé, notamment avec une priorité au niveau de l'Eurogroupe, à travers des coopérations renforcées. C'est aussi coconstruire une démocratie ouverte avec de véritables contre-pouvoirs. Notre projet vise à émanciper: responsabilité et innovation démocratique.

Quelques propositions. Nous défendons l'impôt progressif et individualisé en fusionnant la CSG avec l'IRPP, et l'individualisation de l'impôt, le revenu universel qui permettrait de pallier en partie les problématiques des fins de droits et des jeunes étudiants, valoriser l'économie circulaire pour accélérer la transition énergétique, la prime majoritaire à 25 % au lieu de 51, financer le militantisme européen pour construire, coconstruire le Parti socialiste européen, et renforcer la participation des salariés à l'actionnariat et à la gouvernance de leurs entreprises. Faire ensemble, c'est d'abord passer donc du vivre ensemble au faire ensemble, c'est surtout apprendre à avoir une culture de coconstruction pour construire pour demain. Je vous remercie.



SYLVETTE THIRIONET

« Une nouvelle voie, de la République à l'éco-socialisme. » Permettez-moi d'abord de faire une remarque personnelle. Le système des contributions me paraît bien lourd et pas si efficace que ça. Frôler environ 30 000 signes cette fois-ci pour les générales et les thématiques, et peut-être même plus, c'est énorme. Quel adhérent pourra vraiment lire, étudier, comparer tous ces textes? Il faudrait trouver un système pour en diminuer le nombre, ce qui conduirait les militants à travailler en groupes élargis, pas uniquement dans des petites écures, et ça ne serait pas un mal. Par contre, je me réjouis que plusieurs contributions traitent également des sujets que nous portons. Cela veut dire que de nombreux militants continuent à repenser le socialisme, et c'est cela qui sauvera le parti. Pour en revenir à notre contribution « Une nouvelle voie », elle veut promouvoir une vision neuve de la démocratie, pédagogique, transparente, ouverte sur la société. L'avenir du socialisme, c'est l'éco-socialisme. Le réchauffement climatique, et plus largement la dégradation de l'environnement, l'échec du libéralisme, la mondialisation et l'accroissement des inégalités, sont à l'origine d'une crise qui n'est pas seulement économique mais une crise de notre modèle de développement. Cette crise nous oblige à ne plus considérer la production et la consommation comme des fins en soi. C'est une nouvelle forme économique et sociale qu'il nous faut proposer. Cette mutation est l'occasion pour le mouvement socialiste de refonder son projet, en y ajoutant pleinement la dimension écologique. Etre écosocialiste, c'est redéfinir notre rapport au progrès pour le mettre au service de la société, et non de la rentabilité. C'est considérer que le progrès économique n'est pas une fin en soi mais un moyen d'atteindre le progrès humain.

L'éco-socialisme ne vise pas à culpabiliser le citoyen mais à l'associer aux politiques qui touchent aussi à la vie quotidienne, au logement, aux transports, en passant par exemple par les gains de pouvoir d'achat liés aux économies d'énergie.

L'éco-socialisme n'est pas une conversion du socialisme à l'écologie, mais une façon de renouer aujourd'hui avec les fondamentaux de la gauche. Être écosocialiste, c'est considérer que la lutte contre les inégalités est indissociable de la protection de l'environnement.

L'éco-socialisme, c'est un ambitieux projet d'avenir à même de rassembler la gauche, lui permettant de renouer avec ses fondamentaux. Adapter l'économie à la société et non pas l'inverse, le refus du fatalisme, et surtout la solidarité.

L'éco-socialisme, c'est un projet de société pour lutter contre le repli sur soi et refonder la République. Projet politique global et projet de société, il constitue un ensemble plus cohérent que tout autre. La nouveauté de la démarche, c'est qu'elle ne s'assigne plus un but final, elle repose au contraire sur l'inventivité démocratique et sociale, elle invite à approfondir tous les mécanismes de participation et de délibération.

Être écosocialiste, c'est aussi renouer avec l'internationalisme autour d'un projet essentiel, la protection des biens publics mondiaux. C'est donner une nouvelle dimension au projet européen en y ajoutant la transition écologique. Cette Europe dont nous rappelons qu'elle n'a de véritable sens que comme espace de solidarité, ce qui doit conduire à mettre en place un plan de convergence des enjeux économiques, financiers, autant que sociaux.

Les récents événements nous ont montré avec une violence inouïe que la refondation du pacte républicain devait être au cœur de nos réflexions. Et donc, la gauche a un avenir, c'est la République. Il est évident que la base de l'accord entre tous, c'est l'éducation. J'entends dire cela depuis que je suis entrée au PS au siècle dernier, et cependant le niveau scolaire, d'après les études internationales, ne cesse de baisser. Il est donc urgent de passer aux actes en faisant place à l'innovation et en instaurant un véritable droit à la formation sur la vie entière. Les nouvelles technologies invitent et permettent de repenser les méthodes de transmission du pouvoir.

Lors du dernier congrès, j'avais soutenu une motion, la 2, qui prônait la parole aux militants, la rénovation du parti, et surtout sa nécessaire exemplarité pour arriver à une République, elle aussi exemplaire, comme le souhaitait notre président. Cette nouvelle contribution, elle aussi, rappelle qu'il ne peut y avoir de démocratie sans le peuple, et qu'il convient de redonner aux citoyens les moyens de peser sur les choix politiques. Elle aussi veut rendre le pouvoir aux militants et la prise en compte de nouvelles aspirations citoyennes. Nous devons réformer nos institu-

tions pour renforcer le pouvoir législatif face à la toute puissance de l'exécutif, pour inclure les citoyens au processus de réflexion, de décision et de mise en œuvre des politiques publiques. Il nous faut un parti exemplaire dont les membres, en particulier ses élus, soient irréprochables. Ce parti remettra le débat et la production d'idées au cœur de son action, renforçant pour ce faire ses dispositifs de formation. Socialistes, nous sommes évidemment internationalistes et européens. La gauche se trouve à un tournant: ou elle

suit la pente du pragmatisme qui permet d'agir sans penser, et de ce fait refuse de jouer le rôle que l'Histoire lui propose, où elle s'attaque à la racine du mal en bâtissant l'alternative écosocialiste, rendue nécessaire et possible par l'impasse économique, écologique et sociale dans laquelle s'est enfermé le libéralisme. Il s'agit maintenant de proposer un nouveau modèle de société qui mette l'homme et son environnement au centre. C'est à cette tâche que nous convions les socialistes.



CHRISTIAN PAUL

Chers amis,

J'ai d'abord comme vous une pensée fraternelle pour nos camarades du Doubs qui ont mené, en notre nom et avec Frédéric Barbier, une campagne acharnée pour faire barrage au Front national, avec sur fond de décor l'UMP qui a perdu la boussole et les petites lâchetés de Nicolas Sarkozy. Et je pense aussi ce matin à toutes celles et ceux qui mènent des campagnes difficiles pour les élections départementales. Ils ne sont pas avec nous ce matin mais nous sommes évidemment avec eux par la pensée. Et le meilleur hommage à leur rendre ce matin, c'est que nous sachions ensemble bien lancer ce congrès. Ce congrès, nous devons l'engager non pas comme un rituel ni comme un affrontement, pas non plus comme une promenade de santé où tout serait déjà annoncé, mais comme un événement démocratique qui fera date, celui où les militants socialistes auront décidé de leur destin et donc de l'avenir de ce pays, comme ils l'ont fait à chaque période cruciale de leur histoire. Si j'entends bien les premiers orateurs de ce matin, et ce que nous disons depuis maintenant des semaines, presque unanimes d'ailleurs sur ce point, nous devons faire des choix clairs d'orientation. Nous sommes à l'heure des choix, pas à l'heure des évitements, à l'heure de l'unité bien sûr, mais pas à l'heure de l'uniformité. Si nous nous égarons dans des discussions secondaires, nous sombrerons dans l'indifférence. Mais si nous n'affrontons pas quelques rudes vérités, celles que l'épreuve du pouvoir nous oblige à dire sans trahir, ce serait un congrès pour rien, et le signal irréversible du déclin. C'est vrai, nous préparons ce congrès au milieu des tempêtes et des incertitudes. Il viendra après le choc des élections du printemps 2014, qu'aucun socialiste ne doit oublier. Il vient surtout après la tragédie de ce mois de janvier et après la fraternité des marches citoyennes, dont l'esprit républicain ne doit pas se perdre en route. Il vient, ce congrès, au milieu de l'épreuve du pouvoir. Nous l'abordons donc avec gravité. Pour parler entre nous bien sûr, mais pas seulement entre nous, avec les Français, pas à huis clos, mais à coeur ouvert. Je vous présente ce matin la contribution de « Vive la gauche ». « Vive la gauche », c'est d'ailleurs surtout une démarche qui est une étape sur la route de notre rassemblement. Ce n'est pas le texte d'un courant, il est l'expression commune de plusieurs qui, sans se renier, se dépassent dès ce moment, et je le sais, d'autres feront de même.

Comme beaucoup d'entre vous, chers camarades, nous voulons apporter des réponses aux doutes des militants et à la colère qui est sous nos yeux dans le pays. Nous dirons d'abord que la gauche ne doit pas agir à contre-emploi et à contre-sens. La tentation existe, le risque est visible, mais l'addition elle, se paie très vite. Nous avons la responsabilité du pouvoir. Mais quand le droit du travail est affaibli, quand l'extension du travail dominical prend à contre-pied et sans raison tous nos engagements, quand les vraies réformes structurelles, la réforme fiscale, la réforme bancaire, tardent ou sont enlisées, quand on veut s'attaquer à la rente - c'est normal pour les socialistes - mais qu'on passe à côté des rentes du système bancaire, quand les inégalités disloquent les territoires et s'aggravent, oui, nous avons la responsabilité de la gauche au pouvoir. Et nous l'avons écrit dans ce texte. La gauche ne doit pas se laisser enfermer dans la

pensée magique du libéralisme. Ce serait une faute d'assigner à résidence les socialistes dans une seule politique possible, à un moment où l'Europe bouge et que le message de la Grèce rouvre les possibles. Un moment aussi pourtant où nos résultats tardent à venir. Un moment où le chômage de masse ne se traitera pas avec les réponses tièdes du libéralisme. Alors que de partout dans la société, des propositions nous parviennent, oui nous voyons cet enfermement dans cette seule politique possible une offense à l'intelligence collective des socialistes, des militants, et je le dis aussi, des parlementaires. Ainsi, nous refuserions de voir la réalité en face, qu'une politique de l'offre quand elle est faite de baisses massives de prélèvements, sans contreparties en investissements et en embauches, est vouée à l'échec. Et nous laisserions comme jamais la distance se creuser avec les syndicats de salariés, avec les grandes associations, avec le monde de la culture et d'abord avec les citoyens. Oui, mes camarades, le peuple se détourne quand il sent qu'on ne sait pas l'écouter. Ce que nous proposons ensemble peut demain réunir le Parti socialiste, en tout cas j'en suis sûr une majorité des socialistes. Oui la République est en danger de grande fracture, et c'est incompatible, et vous le savez bien, avec la baisse continue des dotations et des investissements des collectivités locales, des associations, des clubs sportifs, des lieux de culture exsangues, parce que les collectivités sont étranglées, et l'État trop lointain. Et pourtant, nous devons leur apporter soutien et renfort, dans les quartiers comme dans la ruralité. Oui, nous défendons une politique efficace et juste. Nous proposons pour l'avenir de ce pays une vision offensive, fidèle à nos engagements, pas une simple adaptation à la mondialisation. Et la France ne gagnera pas en s'affichant comme un pays low coast, revendiquant le dumping social à Paris ou à Pékin, mais par un compromis social renouvelé avec l'investissement dans la formation, l'innovation, la qualité de nos entreprises, et de l'engagement de nos travailleurs. Et pour cela, la gauche a besoin en 2015 d'un nouveau contrat de majorité. Et j'en termine, Colombe.

Du courage et de la constance sont demandés à nous tous. Convenez que nous avons l'une et l'autre. Je réaffirme devant vous cette constance nous portons dans cette contribution, qui va du projet du Parti socialiste en 2011 jusqu'aux 60 engagements de François Hollande. Pierre Joxe le disait récemment, l'espérance est en danger. Avec cette contribution, nous faisons le choix de l'espoir pour la France. Alors, aidez-nous à faire avancer ces idées. Ce sont celles qui ont fait gagner en 2012, et pour que vive la gauche.



EMMANUEL MAUREL

Mes chers camarades,

Cette floraison de contributions générales, ce passage obligé, interne, qui précède un congrès, pourrait paraître bien dérisoire au regard de l'actualité internationale, Guillaume Bachelay y faisait allusion, avec son cortège de drames et de crises. Au regard aussi des urgences euro-

péennes, qui nous ont beaucoup occupés ces dernières semaines, notamment à la suite de l'heureuse victoire de Syriza. Au regard enfin, évidemment, de l'immense défi posé à notre pays suite aux événements de début janvier. Et en même temps, si nous sommes là, présents ce matin, c'est parce que d'abord nous prenons notre parti au sérieux, nous prenons ce congrès au sérieux, et puis parce que nous avons, j'en suis sûr, très majoritairement, le sentiment, la conviction que notre parti politique a un rôle à jouer aujourd'hui pour répondre aux exigences du moment, pour répondre au défi qui est né précisément de ces événements de début janvier. Et ce congrès ne sera utile que si nous arrivons à construire ensemble à construire une réponse adaptée, une réponse ambitieuse aux exigences, aux très fortes exigences qui ont été portées à l'occasion des manifestations de ce début d'année. Je voudrais juste parler de deux exigences, parce qu'elles nous concernent au premier chef, nous, socialistes.

D'abord, il y a une exigence de débat. Je sais bien qu'il est de bon ton, et c'est normal, de rappeler que doit prévaloir dans notre pays un esprit d'unité. Mais l'unité, ça n'est pas le consensus mou, émollient aurait dit un homme de droite, mais qui était un homme de droite inspiré. Ce n'est pas une espèce d'unanimisme de façade ou même, car c'est parfois la tentation, la fuite devant des débats essentiels. Je crois qu'au contraire, ce qui doit nous animer, c'est la volonté d'une dé-

mocratie vivante, qui aime la controverse, qui aime la confrontation, qui aime la discussion. Et ça, c'est au cœur de notre identité socialiste. Et c'est pour ça que moi, je suis heureux qu'il y ait autant de textes à l'occasion de ce congrès, parce que nous avons l'opportunité de présenter des propositions, des analyses qui sont parfois différentes, parfois même alternatives. Et nous avons ce devoir de clarté entre nous, la clarté dans la camaraderie.

Vous nous connaissez, en tout cas vous connaissez celles et ceux qui signent la contribution que j'ai l'honneur de présenter avec Marie-Noëlle Lienemann, avec Jérôme Guedj, avec Gérard Filoche, Paul Quilès, et bien d'autres, nous avons toujours eu à cœur ce souci de dire clairement ce que nous pensons: de nous féliciter clairement quand nous avons l'impression que la gauche au pouvoir fait des choses formidables, mais de dire aussi clairement, dans un esprit de camaraderie mais quand même clairement, quand nous sommes en désaccord. Et nous avons été en désaccord, depuis deux ans et demi, sur des questions importantes, la ratification du TSCG sans renégociation, le pacte de compétitivité, et le pacte de responsabilité qui a suivi. C'est-à-dire cette idée, vous l'avouerez un peu curieuse pour un socialiste, consistant à dire: non seulement nous allons baisser massivement les dépenses publiques, mais en plus on va le financer par une baisse des cotisations sociales, parce que notre pays aurait un problème majeur, celui du coût du travail. Avouez que pour un socialiste un peu traditionnel, mais peut-être suis-je un peu trop traditionnel, cela n'allait pas de soi. Ce débat, nous l'avons assumé, nous l'avons assumé dans la clarté, et nous l'assumons encore au moment de cette phase de contribution. Moi, je trouve ça bien que chacun s'assume. Et finalement, quand je regarde la liste, je regrette presque qu'il n'y ait pas une contribution d'Emmanuel Macron ou une contribution de Manuel Valls, parce qu'on ne peut pas à la fois dire « Il faut un aggiornamento, nous gouvernons en fonction d'un aggiornamento », et ne jamais l'assumer devant les militants quand on leur demande leur avis au congrès. Ça, chers camarades, ce devoir de débat, de clarté, de vérité entre nous, je pense qu'il nous honore.

Exigence de débats, exigence de propositions concrètes, et c'est là-dessus que porte notre contribution, parce qu'on ne peut pas invoquer à tout bout de champ la République, la République, la République, sans lui donner un contenu précis. Et la République, chers camarades, ce ne sont pas seulement des réponses d'ordre, ce ne sont pas seulement même des réponses strictement éducatives.

Ce qui doit nous motiver, nous, socialistes, c'est quand même concrètement de répondre aux exigences économiques et sociales des Français, et notamment des Français qui souffrent, et à l'occasion de ce débat de contribution, nous posons clairement les choses. Oui, le sursaut républicain, ça passe par une rupture avec les politiques d'austérité. On ne peut pas dire à la fois : « Il faut financer plus d'école, plus de service public, plus de politiques de la ville, plus d'enseignement. », et continuer à dire « Mais la priorité, ca reste la lutte contre les déficits et la baisse des dépenses publiques. » Nous, socialistes, nous nous reconnaissons dans Jaurès qui disait : « Sans la République, le socialisme est impuissant, et sans le socialisme, la République est vide. » Or, on ne peut pas dire ça et à la fois ne pas avoir le débat concret sur : concrètement, la République sociale, comment elle défend les travailleurs ? Oui, défendre les travailleurs, car franchement, on quand on voit la loi Macron, je veux bien qu'elle ait été un peu amendée, mais la question se pose sérieusement. Et dans le congrès, nous nous poserons la question. Estce que c'est normal que des socialistes votent la dépénalisation du délit d'entrave pour des militants syndicaux ? Est-ce que c'est vraiment notre rôle ? Est-ce que c'est normal que nous votions des lois qui facilitent les procédures de licenciement? Nous, nous répondons que non. Et comme d'habitude, camaraderie mais clarté, ce non et ces propositions alternatives, qui sont nombreuses, que nous portons pour la France et pour l'Europe, nous les assumons fièrement, et nous les soumettons au débat des militants socialistes, nous l'avons toujours fait et nous continuons ainsi.

Merci à vous chers camarades, et bon congrès.



PAUL ALLIES

Chers camarades,

La contribution dont il est question est assez sinqulière. D'abord, elle est fédérale, c'est le département de l'Hérault qui la porte. Mais elle est aussi générale, comme son classement l'a voulu, à savoir qu'elle s'intitule : « Pour un pôle de reconquête des classes moyennes et populaires. » Et de ce point de vue, nous remercions les 41 premiers fédéraux qui, à la veille de Noël, nous ont adressé, c'est passé presque inaperçu, un texte appelant à la formation d'un pôle de stabilité dans ce congrès. C'est de là qu'est venue la démarche de plusieurs, de nombreux militants de ce département de l'Hérault, pour opposer à cette idée de la stabilité, comme si c'était une obsession, comme si l'instabilité était une obsession, l'idée qu'il fallait s'occuper d'autre chose, notamment de la question centrale, à notre avis, pour le parti comme pour la sociale démocratie européenne, à savoir la perte du soutien, la confiance des classes moyennes et populaires.

Deux indications sur ce texte. D'abord, il est assez original dans la mesure où il réunit sept sensibilités, qui sont par ailleurs dispersées, dans le dépôt de diverses contributions. Sans doute, la logique des contributions, à ce stade, favorise la différence, fait cultiver les spécificités, les originalités. Mais là, dans cette contribution de l'Hérault, au contraire ces sept sensibilités se sont retrouvées. D'autre part, deuxième caractère, les signataires sont non seulement assez nombreux, 150 ont déposé leur nom pour le dépôt, mais il y a des parlementaires, des élus locaux, des conseillers généraux, des secrétaires de section, bref tout un panel en quelque sorte, que le parti représente bien et toujours, en tout cas à notre fédération qui en a connu des vertes et des pas mûres, notamment une longue tutelle dont elle sort depuis quelques mois.

Voilà. Alors, sur quoi nous nous battons? Je vais être très simple, parce que ce sont des thèmes très connus, et Emmanuel Maurel vient de dire qu'on les a souvent invoqués, ces thèmes, mais assez peu discutés, et surtout on a rien décidé, dans le parti qui puisse imposer à la force des réalités qui pèsent sur l'exécutif et sur notre majorité parlementaire. Le premier point, c'est que nous considérons que la première raison, la première cause de la perte de cette confiance, qui est européenne, des couches moyennes et populaires dans la sociale démocratie, c'est l'Europe. Non pas l'Europe, mais l'Union européenne et la politique qu'elle mène. Est-il besoin d'insister sur le fait que les politiques austéritaires, avec des degrés divers de force différents de la Grèce à la France, ont toutes le même effet, un désaveu, un désaccord massif qui peut être historique et grave, dans la mesure où nous n'y répondons pas. Or, nous n'y avons pas répondu. La promesse que nous avons faite, qui était très importante il y a deux ans et demi, pour l'ensemble des peuples européens, pas seulement pour les Grecs, de réorienter l'Union européenne, n'a pas été tenue. La signature presque précipitée du TSGE dans l'agenda parlementaire a fait que nous avons fermé cet espoir, et que nous en payons aujourd'hui, je crois, encore des conséquences même si nous courons ou nous rattrapons un peu avec retard Syriza guand ils viennent - nous les recevons aujourd'hui, c'est un progrès -, quand ils viennent nous visiter à Paris.

La deuxième raison, bien sûr, deuxième cause, c'est la politique économique et sociale que nous menons depuis presque trois ans. Nous n'avons pas été élus pour cela. Or, nous n'avons jamais débattu dans le parti de la réorientation de cette politique dite de l'offre au sommet de l'Etat, imposée qu'elle est dans le groupe parlementaire, dans l'Assemblée. Et nous pensons qu'il faut, de ce point de vue, là aussi reprendre les éléments fondamentaux pour une politique sociale et économique qui ne s'en tienne pas pour l'essentiel à une politique de l'offre. L'échec, comme dit d'ailleurs Emmanuel Macron, du pacte de responsabilité, de tout ce que nous avons tenté, quatre branches sur seize ont commencé les négociations sur les contreparties, cela en dit long, tout ceci nous amène à proposer, pas à proposer mais à demander qu'il y ait un débat sur cette question au prochain congrès.

Et enfin, troisième question, troisième raison qui nous fait perdre le contact avec les couches populaires, c'est l'impasse démocratique. Nous sommes enfermés à un point qu'on n'aurait pas osé imaginer au vu de ce que proposait François Hollande il y a trois ans, dans la Ve République. Or, ce n'est pas un problème d'institution, ce n'est pas un problème juridique ou constitutionnel, c'est un problème politique, car c'est la démocratie qui est en cause. La façon dont nous ne pouvons pas tenir nos promesses, la façon dont le parti ne peut pas débattre de ces questions parce

que c'est la volonté de l'Élysée, du gouvernement, montre combien il est important de changer. Or, force est de constater, c'est encore le cas dans le bilan écrit du secrétariat national diffusé tout à l'heure, que nous faisons du surplace, que nous avons peur de changer la Constitution, alors que tout le monde aujourd'hui autour de nous, depuis le Centre démocrate ou ce qu'il en reste, jusqu'à l'Extrême gauche, demandent un changement de République, nous nous employons à faire du surplace sur des queues de cerise, voir ce qui peut être changé. C'est cela qu'il faut que nous changions aussi, que nous osions débattre de la VIe République, et c'est aussi la raison de ce texte qui bien sûr a vocation à contribuer à l'élan qui

va nous saisir, je n'en doute pas, vers un congrès de clarification. Jean-Christophe a toujours eu une conception des congrès très intéressante, en pensant à la sociale démocratie allemande, à savoir des choix simples, pas des textes avec 40, 50 traits et 36 sorties, mais des choix simples! Eh bien, allons-y camarades, faisons que le prochain congrès choisisse clairement entre deux positions qui aujourd'hui s'expriment dans le parti, et sans doute au sommet de l'État, à savoir une politique qui continue à ne pas voir la crise à laquelle nous contribuons avec les couches moyennes et populaires, et celle qui au contraire veut retrouver le chemin de leur confiance. Merci.



LAURE PASCAREL

Cette contribution a été rédigée par moi-même et Nicolas Pagnier, qui est lui-même membre du Conseil national, et nous avons été soutenus par le mouvement Utopia dont je suis la porte-parole. En fait, nous sommes partis d'un constat que vous connaissez tous: le chômage, la précarité, n'ont jamais été aussi hauts... Si vous pouvez garder votre attention, ce serait top... Et les dégâts climatiques et environnementaux aussi élevés. En fait, on est arrivé à la fin d'un cycle, je sais que c'est dur à admettre, mais je pense que nous sommes à la fin d'un cycle, et il est du devoir et de la responsabilité de notre parti, qui se veut toujours socialiste, et depuis très peu de temps écologiste, de poser les grandes lignes de ce que pourrait être un projet alternatif de société, puis de proposer les mesures de transition dans le cadre des crises qui nous frappent. Il ne suffit pas de dire là où on veut aller, mais faut-il encore le définir, mais dire aussi comment on peut y aller. Le modèle actuel, même réformé, ne répond plus aux attentes des citoyens et ne répond plus non plus à l'avenir des générations futures. Je parle à la fois politiquement et environnementalement. La politique, aujourd'hui, se résume au mieux à un art des moyens qui oublie sa finalité, au pire à une simple conquête, voire de conservation du pouvoir. Définissons ensemble, nous sommes là pour le faire, le type de société vers lequel nous voulons aller. On ne combattra pas efficacement l'ultralibéralisme économique et la pratique autoritaire du pouvoir sans concevoir une nouvelle pensée, cette nouvelle pensée, et sans remettre en cause trois aliénations : celle de la croissance comme seule boussole, comme seul remède à nos maux économiques, la croyance aussi en la consommation comme seul critère d'épanouissement personnel, la centralité de la valeur travail comme seule organisation de la vie sociale.

L'économie, c'est Guy Debord qui le disait en 1967, l'économie a transformé le monde, mais l'a transformé en monde de l'économie. Je pense qu'il a dit l'essentiel en ces quelques mots. Nous devons défendre d'autres valeurs, nous devons défendre l'accès universel aux biens fondamentaux. Biens communs, services publics, doivent valorisés, à l'exemple de la mise en œuvre d'un service bancaire non spéculatif au service des économies locales. La crise c'est quand le vieux se meurt et que le jeune hésite à naître disait Gramsci. Notre contribution « Socialisme, écologisme et altermondialisme » est une première étape, et nous nous sommes limités à cinq propositions que je vous invite à lire dans notre contribution. Si vous voulez aller plus loin, vous pouvez lire également le livre que nous avons écrit, qui s'appelle le Manifeste Utopia, où nous décrivons d'une façon plus détaillée ces mesures.

Donc, dans la contribution, nous expliquons d'abord qu'est-ce que cette fin de cycle, pourquoi nous sommes en fin de cycle. Nous avons fait cinq propositions. La première, une politique environnementale, énergétique à la hauteur des enjeux locaux et globaux. Donc, nous avons décrit des mesures fiscales, une politique énergétique axée sur la sobriété, l'efficacité et les énergies

renouvelables, la création d'un pôle public de l'énergie, et bien sûr la sortie du nucléaire, que nous devons vraiment soutenir ardemment.

Deuxième proposition, le partage du travail, notamment par la réduction du temps de travail. Nous ne devons pas abandonner ce combat. Il faut reprendre ce combat et mettre en débat le principe également d'un revenu universel, et la mise en place d'un revenu maximum.

Troisième proposition, démocratie et refonte des institutions. Là, nous proposons une nouvelle Constitution mise en place grâce à un processus démocratique, plus une démocratie qui permettrait aussi de consulter les citoyens lors des

grands projets locaux, pour ne pas reproduire Notre-Dame-des-Landes, le barrage du Testet, etc. Il faut vraiment redynamiser la démocratie locale. Les citoyens en ont marre que les politiques disent qu'ils décident à leur place.

Quatrième proposition: la souveraineté alimentaire, une véritable agroécologie. Cinquièmement, une autre politique migratoire. Pour faire cette transition, et je n'ai pas le temps de conclure longuement, nous avons trois moyens d'action: individuel, local et National, et international. Je vous demande donc et je vous propose de lire notre contribution, et de vous pencher tout simplement sur ces réflexions. Je vous remercie.



DOMINIQUE BERTINOTTI

Chers camarades,

Si nous avons éprouvé la nécessité de faire une contribution c'est bien parce qu'il est urgent de sortir des sentiers battus, des réflexes et des comportements qui, chez nous, sont parfois bien trop conformistes. Nous le disons très clairement, l'avenir n'est pas dans les recettes dus passé ou dans une dérive libérale, mais l'avenir réside bien dans une voie où effectivement l'homme va être remis au centre de la politique. Autrement dit, nous estimons qu'il faut en finir avec une forme de politique qui est une politique d'expertise comptable de nos vies, où l'on raisonne en termes de chiffres, où l'on raisonne en termes de dette, où l'on raisonne en termes de courbes, et où on reparle très peu ou on ne parle plus de sens de la société, qu'est-ce que ça signifie en particulier de vivre ensemble.

C'est d'autant plus indispensable que nous sommes dans une société française de profonde défiance, une défiance généralisée à l'égard de nos institutions, à l'égard de nos élites, à l'égard de la politique, et qui fait que cette société de la défiance a un coût humain et économique très fort, et empêche nos Français, nos concitoyens, de pouvoir se projeter véritablement dans un avenir, dans une société du bien-être, dans une société du bonheur, de réacquérir tout simplement une confiance dans l'avenir, et de faire en sorte qu'effectivement, ils ne soient plus tentés par le repli sur soi, et lutter contre cette société qui est atomisée et fracturée. Alors effectivement, on parle de l'esprit du 11 janvier. Cet esprit du 11 janvier, il a sa part de positif. C'est vrai que c'est réconfortant et que ça nous a fait beaucoup de bien de voir des millions d'hommes et de femmes d'origines et de cultures différentes être dans la rue. C'est une France, il ne faut pas se raconter d'histoires, c'est l'expression d'une France intégrée, d'une France qui doit beaucoup aux valeurs de la République, et qui s'est levée pour défendre ces valeurs de la République. Mais nous, en tant qu'hommes et femmes de gauche, nous devons aussi nous adresser à toute cette France très diverse qui ne se ressent plus forcément un avenir dans cette France républicaine, d'où des novations en matière de propositions.

Nous n'avons pas eu la prétention de tout traiter, mais quelques propositions qui peuvent être importantes. Nous avons de nouvelles inégalités. Je pense qu'une des premières inégalités, c'est celle qui est de ne pas développer la pré-scolarisation des 2, 3 ans. Quand on dit qu'il faut agir à la maternelle, j'ai presque envie de dire que c'est déjà trop tard. Vous avez énormément d'enfants, en particulier qui viennent des classes défavorisées, qui arrivent à la maternelle avec un cartable déjà porteur de nombreuses inégalités. Donc, il faut que nous mettions l'accent sur cette pré-scolarisation. Nous avons aussi à défendre l'allocation familiale au premier enfant. Nous avons de plus en plus de familles monoparentales, de plus en plus de familles qui vivent dans la précarité, et nous avons un système qui se veut universel, sauf qu'il est universel à partir du moment où on a deux enfants.

Nous sommes pour une laïcité renouvelée. Je crois qu'il faut avoir le courage de dire que notre pensée laïque, au cours des décennies, s'est affadie, a perdu de sa substance, laissant la place, parce que la nature a horreur du vide, effectivement au fait religieux, qui en soi peut se concevoir et se défendre, mais moi, je suis profondément attachée à une laïcité modernisée où il y a une véritable spiritualité laïque. Et je vais vous dire, en tant que femme, il faut que nous ayons le courage de dire qu'il n'est pas un facteur d'émancipation que de devoir cacher ses cheveux pour ne pas provoquer le désir des autres en face. Je ne vois pas en quoi c'est une émancipation de l'être humain. Il faudra bien que nous ayons le courage de résoudre les questions autour de la filiation, de la PMA, de la GPA. Avonsnous à ce point de vue peur de nous que nous ne puissions pas mener à bien ces débats?

Nous devons également prendre en compte le fait que de plus en plus, certains de nos concitoyens n'arrivent plus à se soigner alors que vous avez 17 millions de nos concitoyens qui sont atteints de maladies chroniques; et là aussi, il faudra que nous considérions que la santé n'est pas simplement une marchandise.

Alors, il y a aussi la nécessité d'inventer la démocratie participative, de la mettre enfin dans notre Constitution, car le citoyen a besoin de cela. Et parce qu'il reste très peu de temps, je voudrais dire, et c'est pour cela que nous vous invitons à agir, qu'il faut redonner le goût de la politique. Le goût de la politique, c'est quand la politique a le sens de l'anticipation et qu'elle sait dénoncer un capitalisme qui perd la tête. Le goût de la politique quand la France métissée s'y reconnaît, quand la fraternité reprend toute sa dimension politique. Le goût de la politique quand elle donne la possibilité à chaque citoyen d'être le meilleur expert de sa propre vie. Le goût de la politique quand elle respecte ses militants et qu'elle va provoquer une véritable évolution des formes d'engagements au sein de notre parti et de notre mouvement.

Enfin, le goût de la politique quand elle s'adresse sans démagogie à toutes les Françaises, à tous les Français, et que la gauche retrouve enfin la confiance populaire. Je terminerai par cette phrase d'Héraclite: « Si tu n'espères pas l'inespéré, tu ne le trouveras pas. ». Eh bien, nous, nous vous invitons à agir.



JULIEN DRAY

Merci mes camarades.

Le Parti socialiste a-t-il l'éternité devant lui ? Le Parti socialiste est-il une forme politique qui peut par moment gagner les élections, à d'autres moments les perdre, mais finalement tout continue ou tout se refait ? Je ne le crois pas. Et c'est pour ça que le débat que nous avons aujourd'hui n'est pas n'importe quel débat. Des congrès, nous en avons eus, des équilibres à trouver à l'intérieur du Parti socialiste, nous en avons faits. Mais nous savons intimement, les uns les autres, en tout cas

tous ceux qui ont vécu tous ces moments-là, que le moment est venu peut-être de comprendre où nous en sommes, de comprendre ce qui est en train de se passer. Et pour cela, nous ne pouvons pas avoir un débat traditionnel où nous allons égrener les uns et les autres des propositions et faire ensuite la synthèse des propositions.

Nous sommes, je l'ai déjà dit dans un certain nombre de bureaux nationaux, à un tournant politique. Le 11 janvier n'est pas n'importe quoi. Le 11 janvier, c'est le début d'un tournant dans la situation politique française. Mais le 11 janvier doit être mis aussi en relation avec ce qui se passe dans l'Europe du Sud, la victoire en Grèce, les événements en Espagne et la possible victoire de la gauche si elle est capable de s'unir aussi, la victoire au Portugal, ce qui se passe, même si c'est confus et contradictoire, aussi en Italie. Cela veut dire que le vent est en train de se lever à nouveau en Europe. Et la question qui est posée pour le Parti socialiste, c'est bien celle-là, c'est de savoir s'il peut être, comme il l'a été dans les années 60, plus exactement dans les années 70, le carrefour, le réceptacle, le porteur, le fabricant d'une orientation et d'une solution politique à tous ces mouvements sociaux, ou s'il sera à côté. Et je vous le rappelle, mes camarades, la SFIO a été à côté et elle en est morte, et il a fallu 20 ans pour reconstruire le Parti socialiste. Et c'est la même question qui nous est posée. Parce que ce congrès, on ne peut pas le déconnecter de ce qui va arriver dans les deux ans qui viennent. Et si, disons-le franchement, parce que c'est l'angoisse que nous avons les uns et les autres au ventre, si en 2017 la gauche est éliminée du premier tour de l'élection présidentielle, et si dans la radicalisation politique dans laquelle nous sommes dans la société française, il ne nous reste plus à nous, que de refaire ce que nous avons fait à contrecœur mais que nous devions faire en 2002, la haine des nôtres, de tous ceux que nous représentons, à notre égard, sera terrible, et elle sera une sanction.

Voilà la question qui est posée dans ce congrès, voilà la manière dont nous devons prendre la dimension de ce qui est en train de se passer. Il y a un changement de paradigme. Nous avons perdu sur ces dix, quinze ans, la bataille culturelle des mots, du contenu, du sens. Nous avons été progressivement adossés à cette offensive idéologique de la droite qui domine dans les médias. Et le moment est venu pour nous, pour le Parti socialiste, d'être à nouveau en phase avec ce qui vient de se passer. Et je dirais à Dominique, le 11 janvier on peut penser à ceux qui n'étaient pas là, mais on doit penser d'abord à ceux qui étaient là, car c'est sur ce socle-là que nous allons construire le rebond de la gauche. C'est sur ce socle-là, qui n'explique pas simplement de l'émotion, pas simplement de la fraternité, mais l'exigence d'une nouvelle République, qui fait que ce qui a été l'économisme qui a présidé jusqu'à maintenant va passer au second plan par rapport à la question simple: comment vivre ensemble?

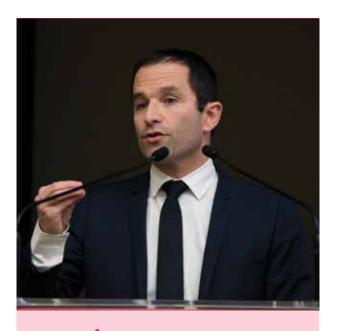
Comment trouver justement les moyens de vivre ensemble? Comment refonder un projet éducatif qui fasse que quand un enfant rentre à l'école, il ne considère pas qu'il est déjà, parce qu'il rentre dans telle ou telle école, dans l'échec ? Comment faire que le projet culturel de la gauche, ce ne soit pas simplement un équilibre comptable, mais que ce soit un moyen justement de redonner tous les éléments d'une émancipation nouvelle ? Voilà les questions qui sont posées. Donc je le dis et je le dis sincèrement, si nous ne par prenons pas la mesure de ce qui est en train de se passer dans le pays, si le Parti socialiste n'est pas à la hauteur de ces événements, alors évidemment, il y aura la dispersion et certainement l'éclatement de la gauche.

C'est ça que je voulais vous dire mes camarades, et c'est en ce sens-là que je pense que les semaines à venir seront importantes. Et dans ce cadre-là, nous devons poser la question: est-ce que la gauche et est-ce que le Parti socialiste est aussi capable, non pas simplement de se contenter de tracer quelque chemin, mais d'être à nouveau le coeur de la gauche, donc du rassemblement de la gauche? Alors que je sais que nous sommes dans un moment très particulier, où ce que certains tentent de faire, c'est-à-dire reconstruire une gauche nouvelle sur la base d'une gauche défaite, ne marchera pas, nous le savons tous. Personne ne sortira vainqueur.

Et donc, comme en 1978, c'est la responsabilité première du Parti socialiste d'être au cœur du combat, du rassemblement de la gauche, de tendre la main, de dépasser les antagonismes et de faire qu'il y ait à nouveau un véritable contrat de gouvernement qui parte au sortir de ce congrès, qui soit un point d'appui pour préparer l'élection présidentielle de 2017 et qui favorise le fait qu'il y ait un candidat dès le premier tour du rassemblement de toute la gauche autour de ce contrat de gouvernement, autour des éléments que nous aurons posés. Et il y aura évidemment au cœur de cela la question européenne et la manière dont nous pourrons sortir de la logique dans laquelle nous sommes jusqu'à maintenant, de ces forces nouvelles qui se lèvent et que nous devons rassembler, et qui ne se retrouvent pas, disons-le clairement, autour du projet du PSE. La question qui est posée pour le Parti socialiste, c'est bien de retrouver ce qui a été sa spécificité quand il s'est construit autour de François Mitterrand en 1971, ce qui faisait et ce qui fait encore aujourd'hui que nous sommes de la vie politique, parce que ce n'était pas un parti social-démocrate comme les autres.

Merci.





BENOÎT HAMON

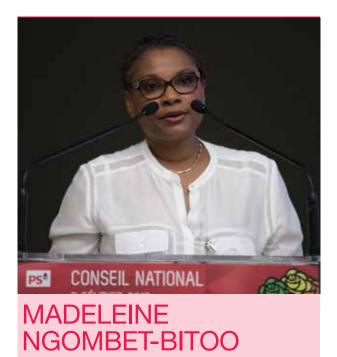
Mes chers camarades.

Je vous parle au nom de la contribution que j'ai cosignée avec Aurélie Filippetti, Henri Emmanuelli, les amis d'Arnaud Montebourg. Elle s'appelle « L'optimisme de la volonté », et puisque tout à l'heure Gramsci avait déjà été cité, c'est à nouveau Gramsci qui est cité à travers cette formule de l'optimisme de la volonté.

Comme souvent à cette tribune, on prépare quelque chose et finalement, c'est la force du Parti socialiste on va dire, je vais faire une intervention un peu différente, parce que Julien m'a stimulé en posant des questions : comment, comment ? Je suis d'accord avec toutes celles et ceux qui ont dit que ce congrès est surplombé par une réalité nouvelle, celle des attentats du début janvier et la réaction absolument admirable du peuple français. Et cela nous invite évidemment à faire un congrès qui soit à la hauteur de ce qui s'est exprimé à ce moment-là, et de ce qui a été révélé le 11 janvier : le fait qu'aujourd'hui, bon nombre de nos compatriotes alors que nous gouvernons, ce qui n'est pas neutre, n'éprouvent plus la République, ne font plus l'expérience de la République, mais font trop souvent l'expérience des inégalités, de la discrimination et de la relégation. Ça, ce sont les questions qui nous sont posées aujourd'hui, nous qui gouvernons, pour savoir de quelle utilité sera ce congrès pour préparer les échéances à venir, et je n'enlèverai pas un mot de ce qu'a dit Julien du Parti socialiste comme acteur central du rassemblement de la gauche et la nécessité de rassembler toute la gauche pour faire face au défi posé par les présidentielles, et la possibilité que le Front national nous élimine. Mais dans l'intervalle, il y a aussi la gauche qui gouverne, et qui n'est pas sans responsabilité sur la situation qui est celle du pays, et pas sans responsabilité sur la République dans laquelle nous vivons et militons. Il y a quelques semaines de cela, j'avais dit : « À force d'inégalités et de politiques publiques qui réduisent le périmètre de l'État, la République est en danger et nous nous préparons à une catastrophe démocratique ». Cela m'avait valu des réactions courroucées, mais quand Manuel dit qu'à la faveur de 30 ans de politiques publiques, ou d'échec des politiques publiques, la France est en situation d'apartheid, donc d'effacement de la République, que dit-il sinon qu'aujourd'hui, notre tâche méthodique doit être de faire en sorte que l'on fasse moins l'expérience de l'inégalité, de la discrimination, du sexisme, de l'antisémitisme, du racisme et de la relégation, et davantage l'expérience de la République, par la lutte acharnée contre les inégalités.

Et si nous posons cette exigence comme centrale dans notre combat pour le pays, mais aussi dans notre combat politique pour battre le Front national en 2017, cela appelle des engagements forts, pas seulement de long terme. Parce que la République dans ce pays, elle s'est réalisée à travers quel instrument? La puissance publique, et pour commencer l'Etat. La France, ce n'est pas l'Allemagne, ce n'est pas la Suède, ce n'est pas l'Espagne, ce n'est pas la Grèce. On ne démantèle pas ou on ne diminue pas impunément le périmètre de l'État dans notre pays sans que cela ait des conséquences sur la promesse républicaine d'égalité, de liberté et de fraternité. Et donc, nous aurons, et je m'en réjouis, l'occasion lors de ce congrès de débattre de cela, mais de trancher aussi un certain nombre de débats pacifiquement. On connaît le jeu qui sera celui des médias, et chacun devra prendre ses responsabilités, il y aura une spectacularisation de nos débats, une volonté de les réduire ou de les raccourcir à tels ou tels enjeux de pouvoir, ça c'est une donnée, une figure imposée de tous les congrès. Libre à nous de jouer avec ou de faire autre chose. Chacun devra donc prendre ses responsabilités, et moi je prendrai les miennes, pour que ces débats qui ont eu lieu dans le gouvernement, ces débats qui ont eu lieu au sein de notre groupe à l'Assemblée nationale et au Sénat, ces débats qui ont eu lieu dans le parti, puissent être démocratiquement, sereinement, tranchés et débattus par les militants socialistes. C'est ça, la tâche du congrès, parce qu'elle doit aider le gouvernement à faire en sorte que dans les deux ans qui viennent, sa contribution soit utile à la réélection de notre candidat en 2017.

Voilà ce que nous devons faire, sans hostilité, sans agressivité, sereinement, mais si oui la République est en danger, la tâche principale des socialistes, c'est la lutte acharnée contre les inégalités, et si la lutte acharnée contre les inégalités est notre priorité, il faudra aussi revoir un certain nombre des engagements économiques et budgétaires qui expliquent sans doute aussi qu'aujourd'hui nous ayons du mal à faire en sorte que sur le terrain, en France, les Français pour lesquels nous avons voulu gouverner, jugent que nous avons bien fait. Voilà notre tâche. En tout cas, moi je m'y engage avec beaucoup de sérénité, beaucoup de confiance dans la capacité de rassemblement des socialistes, et je me réjouis que nous ayons ce débat de cette manière jusqu'en juin de cette année.



Notre contribution vers une République écocitoyenne a été rédigée par un collectif de militants qui s'appelle De l'audace et des actes, qui a été créé il y a peu de temps, il y a quelques semaines. Pourquoi ? Parce que ces militants, sur le terrain, se rendent compte d'une certaine tension, une forte tension que nous avons tous vécue d'ailleurs ces derniers jours, et se rendent compte aussi que le gouvernement fait ce qu'il peut faire, la situation est très difficile, mais la population ne se rend pas compte, ou en tous les cas, les bienfaits de ce que le gouvernement peut faire n'arrivent pas jusqu'à la population et il y a une énorme tension.

Ces militants ont été convaincus qu'il fallait, quelque part, comme tous ici nous faisons, contribuer, écrire ce qu'ils ressentent, faire quelques propositions afin que, bon an mal an, si elles sont utiles, qu'elles puissent l'être pour qu'on puisse tout d'abord mieux vivre ensemble.

Il est de bon ton pour beaucoup d'éditorialistes de prédire la mort des partis politiques, et en l'occurrence le nôtre, le Parti socialiste. Mais nous, nous pensons que la gauche et le Parti socialiste a de l'avenir. Il a de l'avenir, car le mouvement, il s'est fondé en même temps que la République et il s'est fondé sur la sauvegarde des principes et la promotion des valeurs républicaines: justice égalité, fraternité.

Et cette promesse, justement, pour beaucoup de citoyens, c'est une promesse qui n'est pas respectée. Alors, c'est vrai que le socialisme, c'est une remise en cause du productivisme, que la société de consommation ; c'est vrai, elle fait tourner l'économie, elle assure des salaires aux différents acteurs qui produisent, qui transportent, qui vendent. Ceci fait des rentrées fiscales. Mais il nous semble que l'écologie et le respect de

l'autre, ce sont des enjeux du XXI^e siècle, de la République du XXI^e siècle.

Donc pour nous, pour ce collectif, nous avions une conviction, c'est que la question sociale ne peut être dissociée de la question environnementale, et ce n'est que comme ça que nous pourrons redonner du sens à notre action et faire en sorte que les citoyens refassent confiance à notre action.

Le socialisme écologique, il est à notre portée, il est un espoir pour nous, parce que justement, cette crise écologique que nous vivons, elle est au cœur de la pensée socialiste, parce que nous devons réorganiser nos modes de production, parce que nous devons prendre part à cette mutation sociale, solidaire et citoyenne, qu'il nous revient, à nous, au Parti socialiste, de construire cette République du débat. Le débat, la participation, c'est ce que la population attend. L'attention, elle vient aussi du fait que beaucoup d'entre nous pensent et disent que tout est fait sans eux. C'est fait pour certains, pour une certaine classe, une certaine élite. Ils ne se sentent pas concernés. Donc nous avons fait, dans cette contribution, quelques propositions pour faire en sorte que les citoyens retrouvent de la participation.

L'éco-socialisme est porteur d'avenir. On est tous conscients ici de cela. Il porte, on le sait, à son origine, la conscience des crises historiques et des inégalités. Qu'est ce qu'être socialiste sinon lutter contre les inégalités? Le socialisme, c'est aussi l'espérance d'un monde meilleur. Cette vocation, elle ne peut être réaffirmée sans intégrer au cœur de notre logiciel l'écologie politique.

Dans cette contribution que je vous invite donc à découvrir sur le site dans quelques jours, nous nous sommes demandés comment on pourrait réussir la refondation de notre parti, comment on pourrait consolider, actualiser notre héritage républicain qui est aujourd'hui mis en cause. Comment, finalement, on peut repenser ensemble cette République. Et nous pensons, sur tout le long de ce que nous avons proposé, que tout cela passera par le respect de l'autre qui se confondra avec l'urgence écologique, au travers de l'éducation, de la culture, de la laïcité, des partenariats équilibrés que nous pourrons mettre, et avec les pays du sud. Ça passera aussi par le rôle que nous allons jouer en Europe. Comment fait-on pour réorienter l'Europe ? L'exemple de la Grèce, j'espère, va nous aider à travailler dans le sens de la réorientation.

Donc, nous allons penser ensemble cette République afin de concilier l'efficacité économique, la justice sociale, la liberté, l'égalité et de la fraternité, et c'est bien ce que nous voulons, nous socialistes.



ARIEL WEIL

Nous sommes évidemment d'accord avec un grand nombre de principes qui ont été évoqués ce matin, pas tous d'ailleurs. Mais bouger les lignes, ça veut dire qu'à notre objectif commun de créer la société juste, on donne de nouveaux moyens avec des idées qui sont inventives, créatives, mais qui sont surtout documentées, précises. Alors Bouger les lignes, ça veut dire aussi que c'est une méthode, cette méthode qui consiste à travailler sur chacune des propositions avec des groupes, avec des gens. Bouger les lignes, c'est justement des gens, des gens différents, des gens que je veux présenter, pour présenter leurs méthodes. Bouger les lignes, ce sont d'abord des jeunes gens pour la plupart, qui n'ont pas peur de s'imposer dans le débat, de dire qu'aujourd'hui, le renouvellement de ce parti, l'avenir de ce parti passe aussi par la formation de jeunes qui ont des idées, qui ont des idées sur beaucoup de choses mais qui ont aussi des idées sur la manière de renouveler le contrat républicain en réinventant et réinterrogeant le contrat intergénérationnel, j'y reviendrai.

Bouger les lignes, ce sont aussi des gens qui sont issus, à parité d'ailleurs, du public et du privé, des gens qui sont salariés ou qui sont entrepreneurs, qui sont fonctionnaires ou qui sont dans le privé et qui n'ont pas peur de faire se dialoguer tous les pans de l'économie française et de la société française.

Bouger les lignes, ce sont aussi des militants mais pas uniquement, des militants qui parlent avec des sympathisants, avec des gens qui, d'une manière ou d'une autre, sont d'accord avec nous mais qui ne sont pas forcément dans les instances, ni même dans le parti, car il y a beaucoup de choses dans les partis politiques qui, aujourd'hui, les tiennent à distance.

Bouger les lignes, enfin, ce sont des gens qui sont en France mais pas uniquement, qui n'y ont pas toujours été, qui n'y sont pas toujours ou qui n'y seront pas toujours, parce que nous n'avons pas peur de confronter notre modèle aux modèles étrangers, de regarder ce qui marche mieux à l'étranger ou ce qui marche moins bien, c'est aussi une source d'enseignement.

Nous avons formulé 46 propositions précises, documentées, à l'issue d'un travail long et minutieux. Je ne vais évidemment pas vous les lire, je vous encourage à lire nos 46 propositions et à lire notre contribution générale. Nous n'avons pas couvert tous les champs, nous n'avons pas couvert tous les sujets, à dessein, nous sommes encore en train de travailler et nous ne formulons pas de propositions sur des sujets que nous n'avons pas travaillés.

Je veux simplement peut-être en citer quelques exemples pour expliquer notre manière de procéder. Nous croyons qu'il faut moderniser notre économie, et moderniser notre économie, ça veut dire aussi le faire avec l'État. Repenser la manière dont l'État fonctionne, pour nous, c'est, à côté des fonctions évidemment de surveillance, d'encadrement, de contrôle qui sont les siennes, dire aussi que l'État peut être et doit être un partenaire pour les entreprises privées, pour tous ceux qui, en France, aujourd'hui, créent des emplois, inventent des solutions.

Alors, ça passe par exemple, l'une de nos mesures très précises, par repenser la façon dont nous aidons nos étudiants, parmi les plus brillants du monde, à passer d'idées géniales à des réalisations concrètes, à créer des entreprises. Nous avons des propositions pour améliorer grandement la façon dont on articule la transition entre l'université et l'entreprise, la création, l'export.

Renouveler le contrat républicain mis à mal, on l'a tous dit, on le sait tous, ça veut dire aussi, et j'en parlais, renouveler le contrat intergénérationnel. Pour nous, l'une des vulnérabilités majeures de notre système social consiste dans la faible prise en compte d'objectifs d'équité intergénérationnelle ; c'est même quelque chose de définissant pour nous. On regarde les déficits récurrents des comptes sociaux, le régime des retraites, la concentration du patrimoine économique chez les seniors, la performance déclinante des mécanismes de transmission du savoir, ou la difficulté d'insertion des jeunes sur le marché du travail: partout, nous voyons une génération de papy-boomers déclinant, bénéficiant d'un capital accumulé dans des périodes de croissance élevée, et des générations nées après 1975, on peut mettre le curseur où on veut, dont les opportunités économiques et sociales font office de variables d'ajustement économique. Nous pensons que cette situation-là fait courir un risque économique et politique majeur à la pérennité du modèle économique et social français.

Renouveler le contrat républicain, c'est aussi évidemment, tout le monde l'a dit, renforcer nos ins-

titutions pour redonner de la légitimité au débat démocratique et à l'action politique. Nous faisons des propositions, par exemple, pour renforcer le droit commun des partis parce que certaines des questions que nous nous posons aussi au Parti socialiste, notamment sur la façon dont fonctionnent des primaires, ce sont des problématiques communes à tous les partis.

Je veux terminer sur l'Europe, l'un des gros chantiers sur lesquels nous avons travaillé. On nous dit qu'il faut réenchanter l'Europe. Nous on dit ça: réenchanter l'Europe, ça veut dire en finir avec une Europe qui est punitive, une Europe qui soit exclusivement punitive. Aujourd'hui, pour nos concitoyens, l'Europe c'est d'abord un carcan, eh bien nous, nous proposons des solutions différentes qui permettent de faire d'abord de l'Europe une solution innovante, un avenir précis avec des propositions précises comme celle d'un service public européen de l'emploi. Et puis, nous proposons l'Europe de la culture.

Je n'ai pas besoin de parler davantage, je vous propose de nous lire et de nous parler. Liseznous, parlez-nous, merci.



YANN CAPET

Mes camarades, il y a déjà quelque chose de rassurant à écouter les précédents orateurs, c'est qu'on voit bien, chacun avec sa part de sensibilité, chacun avec son approche, chacun avec ses préoccupations de représentativité, qui justifie toute une palette de nuances, mais la part du chemin est essentiellement commune, et c'est d'ores et déjà un enseignement dans cette première étape du congrès.

Je voudrais vous expliquer pourquoi une contribution générale du Pas-de-Calais. Pour deux ou trois raisons. La première, c'est que la fédération du Pas-de-Calais tourne une page où elle a vécu une tutelle pendant deux années. Elle ouvre un nouveau chapitre, celui de la reconstruction dans une nouvelle dynamique, fière de son histoire mais résolument tournée vers son avenir. Une contribution de la fédération du Pas-de-Calais nous semblait importante parce que cette fédération a quelques singularités, essentielles dans la vie du parti. Celle depuis une décennie d'une terre d'expérimentation du Front national,

un Front national aux multiples visages, un Front national qui n'est pas le même au nord et au sud, un Front national qui utilise ses nuances mais qui théorise sa stratégie. Une partie de sa stratégie se théorise dans la fédération du Pas-de-Calais. Une singularité d'une fédération de masse, une fédération de masse qui fait elle-même, comme nous tous, le constat de la démobilisation, le constat de la démobilisation de notre électorat, face à laquelle la seule réponse ne peut être que l'engagement militant, la reconnaissance pleine et entière du rôle des militants, des sections, des fédérations, de renouer avec le terrain, avec nos partenaires naturels, de faire en sorte que l'éducation populaire redevienne notre lot quotidien, de faire en sorte que le contact avec le monde associatif, le monde syndical revienne de source.

Fédération avec sa singularité d'aiguillon social qui puise ses sources, ses racines dans le mouvement ouvrier, dans le mouvement syndical. Fédération qui ne se résout pas à l'impuissance publique et qui n'oublie pas que nous sommes le parti du progrès.

Sur le fond, vous le verrez en la lisant, c'est la parole des militants de la fédération du Pas-de-Calais qui s'est exprimée, qui a travaillé, d'abord sur les états généraux, qui est allée au-delà du cadre, qui a commencé à dessiner une ligne politique, ligne politique que nous avons souhaité défendre auprès de l'ensemble des camarades. Sur le contenu, vous le verrez, bien évidemment, fédération extrêmement jeune, fédération très attachée à l'égalité territoriale, qui ne la concerne pas seulement mais qu'elle incarne ô combien.

Volonté de donner un nouveau souffle économique, au niveau national et européen, qui ne s'inscrit pas dans l'austérité comme seul horizon. Préoccupations d'égalité territoriale, en ne renonçant pas à une véritable politique d'aménagement du territoire.

Volonté de reprendre le chemin de la justice sociale et du progrès. C'est notre fil rouge. Nous ne renonçons pas au progrès, à l'idée, à l'idéal d'une société commune, solidaire et confiante en son avenir. Nous ne confondons pas les questions d'autonomie et d'assistanat, c'est une véritable politique d'émancipation sociale que nous avons à l'œuvre, et qui met l'économie au service de l'être humain.

Elle trouve sa déclinaison dans un certain nombre de priorités inaliénables: l'éducation, l'emploi, le logement, le droit à la santé, l'accès aux services publics, la solidarité. Politique économique à l'échelle européenne, où l'austérité, je le disais, ne peux constituer notre seul horizon.

Volonté de dépasser les questions économiques. Nous ne devons pas avoir peur de parler de renouveau politique, de renouveau du bien commun. Le prisme économique est certes essentiel avec ses questions d'emploi, mais il ne doit pas constituer notre seul horizon.

Parlons de la politique des valeurs, la politique des valeurs de la société que nous voulons, c'est le lien social qui, au final, sera le grand combat de demain. Et avec lui, bien entendu, l'emploi et la qualité de vie.

Si nous ne portons pas un horizon collectif, nous ne pourrons mobiliser les forces qui sont à l'origine des combats sociaux. Au libéralisme qui ne voit que des individus consommateurs, opposons des citoyens créateurs de collectif et de vivre ensemble, libres car égaux et fraternels.

Merci mes camarades.



MICHEL DEBOUT

Chers camarades,

Je vous présente cette contribution Refondation au nom d'André Chapaveire et d'un groupe de camarades qui avons l'habitude de contribuer, participer aux débats de notre parti. Avril 1905, rassemblement des socialistes. Décembre 1920, désunion des socialistes. Et entre les deux, l'assassinat de Jaurès, une guerre qui a embrasé l'Europe, un sacrifice de toute une génération et une guerre sanglante dont les images nous sont revenues cette année, images particulièrement inacceptables. Décembre 1920, congrès de Tours. Juin 1971, congrès d'Epinay. 51 ans, et entre les deux, une seconde guerre, le nazisme, l'Holocauste, les guerres coloniales. Épinay, c'était la rupture et la continuité. Mais rien n'était joué d'avance. Et François Mitterrand est entré démocrate dans ce congrès, il en est sorti le premier des socialistes, et je crois que nous n'avons pas à nous en plaindre.

1971-2015, 44 ans. Le monde a changé: la chute du mur, la nouvelle donne géopolitique, la conquête de l'espace, l'émergence du virtuel, le totalitarisme islamiste, le chômage de masse, les inégalités. Mal nommer les choses, disait Albert Camus, c'est ajouter au malheur du monde. Il ne s'agit pas d'une crise, mes camarades, il ne s'agit pas de plusieurs crises qui s'ajouteraient les unes aux autres: nous sommes dans un entre-deux. Nous savons de quelle rive nous venons mais nous avons du mal à percevoir l'autre rive. Vers quel monde allons-nous? Et quand on est dans l'entredeux, on a toujours une question d'identité. Oui, la question identitaire est au cœur des préoccupations de nos concitoyens. D'ailleurs, Jean-Christophe l'avait bien senti, puisqu'il nous a proposé de réécrire notre carte d'identité, c'est bien donc qu'il y a là un problème essentiel.

Mais cette identité, elle pose la question, d'abord, de la démocratie. Beaucoup l'ont dit avant moi, mais je voudrais insister sur une chose seulement: s'il y a cette rupture entre les citoyens et les élus, à tous les niveaux des élus, c'est parce que les citoyens ont le sentiment que les élus, les pouvoirs politiques, n'ont pas de prise sur le monde de la finance, qu'ils n'ont pas de prise sur le monde de la science et de la technologie. Et cette finance, cette science et ces technologies, elles changent leur quotidien. J'ai eu l'occasion de dire que le téléphone portable avait changé plus notre quotidien que la chute du mur de Berlin: voilà dans quel monde allons-nous.

Alors, il faut refonder le Parti socialiste, mais il n'y a pas de refondation sans acte fondateur. Et j'en appelle à un congrès extraordinaire, qui serait organisé en 2016, congrès extraordinaire avec deux conditions: c'est que le vote soit ouvert à tous les citoyens, pour qu'ils puissent se réapproprier le Parti socialiste. Et d'ailleurs, nous leur avons donné la possibilité, à travers les primaires, de se prononcer sur le candidat à l'élection présidentielle. Alors il faut aussi qu'ils se prononcent sur les choix politiques du Parti socialiste. Et deuxième condition, c'est qu'il y ait une offre publique

de construction commune avec les écologistes, avec les radicaux, avec les communistes, avec la société civile, parce qu'il est temps du rassemblement. J'ai parlé de 1905, nous sommes 110 ans après, et aujourd'hui, le Front national peut être présent au premier tour. Bien sûr, il peut perdre, il va perdre le deuxième tour, mais rien qu'il soit présent au premier tour devrait nous poser une question politique majeur: qu'avons-nous fait pendant ce temps ?

J'en ai terminé. Congrès extraordinaire qui sera aussi la meilleure façon de préparer le deuxième quinquennat de François Hollande, qui sera aussi l'occasion de tracer le chemin, le chemin jusqu'en 2017, mais le chemin pour les décennies à venir. Alors, à vos stylos camarades, à vos crayons, Charlie, vive le socialisme!



FRÉDÉRIC LUTAUD

Chers camarades, le chômage progresse, la pauvreté progresse, les inégalités progressent, le nombre de Français qui sont réduits à survivre progresse, les dividendes progressent, le score du Front national progresse, l'instabilité internationale progresse. Eh bien, avec mon camarade Gérard Filoche, avec qui nous avons fait contribution commune, ainsi qu'avec les camarades de la M4 et de Démocratie et socialisme, nous proposons de faire exactement le contraire. Nous voulons partager le travail pour que nous puissions travailler tous et mieux. Nous voulons partager les richesses pour augmenter les salaires et financer l'avenir. Nous voulons combattre la finance pour ne plus avoir à souffrir d'une dette indigne. Nous voulons sortir de la rentabilité à court terme pour permettre une transition écologique à long terme et créer des emplois. Nous voulons relancer la solidarité intergénérationnelle et donner une place aux jeunes dans notre société. Bref, nous proposons une politique rassembleuse pour l'ensemble de la gauche que nous avons perdue. Nous pouvons gagner avec un programme de gauche ; Syriza vient d'en faire la démonstration. Autrement dit, nous voulons que la raison politique l'emporte sur la démission.

Alors bien sûr, notre contribution ne rase pas gratis. Il faut avoir les moyens de ses ambitions, mais

surtout l'ambition de se donner les moyens. Notre premier secrétaire a l'habitude de dire, avec ce sens de la formule dont il est coutumier: « Il faut produire la richesse avant de pouvoir la répartir. ». Je ne trahis pas tes propos Jean-Christophe ? Très bien. Mais il y a une autre phrase que j'aime beaucoup, c'est celle de Stéphane Hessel. Cette phrase, nous l'avons mise en exerque dans notre contribution, je vais vous la lire : « Comment peut-il manquer aujourd'hui de l'argent pour maintenir et prolonger les conquêtes sociales alors que la production de richesses a considérablement augmenté depuis la Libération, période où l'Europe était ruinée ? » C'est la réflexion d'un vieil homme indigné. Eh bien, cette indignation, il nous l'a léguée. Alors disons-le clairement: la loi Macron nous indigne, l'allongement des cotisations retraite nous indigne, la baisse du coût du travail nous indigne, la politique de l'offre nous indigne, car ils ne sont pas dignes d'une politique de gauche. La France n'a jamais été aussi riche et la concentration des richesses aussi forte. Et nous, socialistes, nous ne trouverions rien à dire, rien à redire ? Où est passé la révolution fiscale que l'on nous avait tant promise ? Quelle place aux idées de Piketty, des syndicats, de nos camarades ? Où sont les 32 heures inscrites dans le projet socialiste?, car les 35 heures n'étaient qu'une étape transitoire, souvenez-vous. Merci à Barbara Romagnan, d'ailleurs, d'avoir rappelé dans son rapport parlementaire que c'était une mesure efficace contre le chômage. Merci aussi à la CGT, par la voix de son secrétaire général, qui dernièrement a demandé la semaine de quatre jours. Où est passé la VI^e République ? Alors que la Ve est décriée depuis Mitterrand, le coup d'État permanent, souvenez-vous.

Non, la gauche doit reprendre ses couleurs. Nous vous invitons à lire notre contribution avec toute l'attention que mérite un projet de société, une alternative crédible au productivisme qui détruit notre planète, et bien sûr avec son plan de financement.

Le pillage des ressources naturelles et des richesses doit cesser. Seule une politique de gauche peut y mettre un terme. À moins que ce soit l'irruption des forces sociales dans le champ politique. Mais avec le risque qu'elles nous demandent: « Qu'avez-vous fait de votre idéal socialiste ?» Qu'allons-nous leur répondre ? On n'a pas osé. Quand on ose, on se trompe parfois, mais quand on n'ose pas, on se trompe toujours. Notre contribution s'appelle: « Oser un éco-socialisme solidaire et démocratique. » Merci.



Chers camarades.

Quand on est militant d'un parti au pouvoir, on se demande toujours à quoi on sert et à quoi on peut servir, comment peut-on être utile dans le contexte qui est le nôtre. Utile à la France, utile à la gauche et utile à son parti. La réponse que nous souhaitons porter autour du collectif réuni sur l'avenir qui s'écrit maintenant, c'est d'être soi-même, être véritablement soi-même. Alors, être soi-même, ça veut dire ne pas se renier. Etre soi-même, ça veut dire être exigeant, mais être soi-même, en février 2015, ça veut dire également jouer collectif, être constructif. Parce que le moment présent nous engage. Il nous engage parce que nous devons contribuer au redressement de notre pays, et dessiner de nouvelles perspectives. Fidèles au combat que nous avons mené ensemble depuis 2012, nous voulons contribuer au réenchantement de la politique. En ce sens, les efforts menés par les gouvernements successifs sous la présidence de François Hollande commencent à produire leurs effets. Mais il faut bien le reconnaître, la conjoncture économique ne se redresse pas encore, le chômage augmente, et une trop large partie de nos concitoyens, au premier rang desquels la jeunesse, doute de la capacité des politiques à transformer la société.

Alors, l'avenir s'écrit maintenant pour faire renaître la confiance dans la capacité du politique à changer la vie, redonner du souffle à notre démocratie qui en manque, il faut le reconnaître, et redonner du sens à notre engagement collectif. C'est pour cela que dans notre contribution, nous avons proposé cinq axes. Le premier, c'est miser sur l'enfance et la jeunesse. Faire de l'impôt un instrument de répartition plus équitable. Le troisième: encadrer la finance au service d'une croissance plus pérenne. Le quatrième: donner à l'Europe un projet politique et social. Et le dernier, mais tout aussi important: inventer une nouvelle démocratie avec un Parti socialiste plus

moderne. Alors, comme nous l'avons dit, l'avenir de la France s'écrit dès maintenant, en misant notamment sur la jeunesse, c'est-à-dire en ciblant principalement l'investissement public sur la petite enfance et sur l'enfance pour lutter contre les inégalités.

Quelques chiffres assez rapidement: 8 % des enfants scolarisés en France ont deux parents nés dans les pays en développement. 80 % de ces 8 % vivent dans 10 % du territoire. Il y a là une donnée essentielle. Nous n'utiliserons pas des termes qui ont déjà été prononcés, mais cela nous oblige, nous oblige à beaucoup plus de responsabilité et d'engagement. Donc, l'avenir s'écrit maintenant sur ce point. Nous insistons sur cet âge, sur l'enfance et la petite enfance, parce que nous disons que c'est l'un des engagements, l'un des enseignements de janvier 2015, cette capacité à raccrocher et à n'oublier personne, à raccrocher tout le monde au train de la République. Dans ce sens, nous pensons, et c'est l'une des propositions que nous faisons, qu'il faut faire un point notamment sur l'aide sociale à l'enfance. Nous pensons également qu'il est nécessaire de s'engager sur la justice des adolescents et des enfants.

Un mot rapide sur le service civique: pour qu'il soit universel, il faut qu'il soit obligatoire. Disons-le simplement parce que nous voyons bien que la cible, dans notre réflexion, ce sont tous ces jeunes qui ne vont pas y aller spontanément. Il est là, l'enjeu. Donc, pour qu'il soit universel, il faut qu'il soit obligatoire. Alors bien sûr, la volonté de faire société ne se décrète pas, mais il est possible, il est nécessaire de susciter le désir du vivre ensemble en faisant notamment la transparence sur la répartition des charges publiques et sur la fiscalité. Dans nos quartiers, dans nos villes, nous sommes interrogés sur ces données, même par la jeunesse dont nous parlons.

Faire société repose aussi sur une nouvelle démocratie, celle qui permettra d'associer, de mieux associer, autrement, nos concitoyens aux processus de décision. La nouvelle démocratie que nous appelons de nos vœux n'a pas besoin d'une nouvelle République pour se réinventer, elle a besoin d'être effective, notre République, pour tous. La nouvelle démocratie repose bien sûr sur l'utilisation d'outils de dialogue. Nous en citons quelques-uns: des conférences de consensus, des consultations citoyennes, mais aussi le recours au référendum, ou le recours au référendum d'initiative populaire.

Mes chers camarades, mes chers amis, l'avenir s'écrit maintenant. « Politique est le projet de celui qui veut surprendre l'invention de la société. » Cette phrase de Jacques Revel est d'actualité: notre projet politique, au sens premier du terme, sera de surprendre l'invention de la société. C'est en cela que nous, militants socialistes, pensons être utiles à notre parti, pensons être utiles à la gauche, pensons être utiles à la France, notre capacité de faire rencontrer la société dans toute sa diversité à l'école, à l'université, dans l'espace public, au nom de notre République indivisible, laïque et profondément fraternelle. Merci.



FLORENCE AUGIER

J'ai la grande fierté de vous présenter aujourd'hui notre contribution générale: Oser la gauche citoyenne: liberté, égalité, fraternité. Les événements douloureux des premiers jours de cette année nous alertent sérieusement sur les dangers de voir notre République ébranlée. Il y a urgence pour la démocratie et pour la gauche. Il est impératif de nous mobiliser, de répondre aux véritables attentes des citoyennes et des citoyens, et de réenchanter la politique. Le prochain congrès du Parti socialiste va se tenir dans un contexte difficile: celui de la montée du populisme, de l'inquiétude face au terrorisme et de la défiance des citoyens envers la politique. Dans ce climat, les socialistes ont le devoir et la responsabilité d'amener le peuple français à reprendre son avenir en mains, en les associant davantage aux prises de décision. Cela appelle des réponses fortes sur le changement de l'action politique, le respect de l'état de droit et la laïcité. La place du citoyen dans la société, la crédibilité de l'action publique, la place de l'économie libérale dans la société, la précarité énergétique et le mieux vivre ensemble dans la France métissée.

Cette contribution citoyenne, participative, respecte notre mode de fonctionnement en cours depuis près de trois ans. Plusieurs dizaines de textes ont été rédigés par près de 60 militants venus de partout pour alimenter la réflexion collective. Un séminaire, les 17 et 18 janvier, a finalisé notre contribution. Ainsi, face au choc et à l'effroi liés aux attentats de Charlie Hebdo, la contribution Oser la gauche citoyenne a décidé de répondre avec force par la devise nationale : liberté, égalité, fraternité. Parmi nos idéaux, nous militants socialistes, nous voulons la liberté de s'émanciper par la politique, pour les citoyens de toutes les origines. L'égalité par l'éducation pour tous et la fraternité pour une meilleure cohésion sociale au sein d'un peuple européen solidaire face à la montée de l'individualisme.

Notre contribution veut aller plus loin dans l'innovation politique qui doit donner envie aux citoyens de s'engager au Parti socialiste. Même si des changements sont perceptibles, beaucoup reste à faire pour que la démocratie soit totalement effective au sein de notre parti.

Alors merci, merci à tous les militants qui nous encouragent au quotidien. Plus de 500 militants nous ont d'ores et déjà rejoints. Alors lisez la contribution Osez la gauche citoyenne, et signez-la, parce que nous ne sommes pas, nous ne sommes plus un épiphénomène.





KARINE BERGER

Bonjour à tous chers camarades,

Je vais être brève, car comme plusieurs d'entre nous, ici, on s'est couché à 5 heures du matin après l'étude de la loi Macron. Mais je voudrais commencer justement par un exemple de la loi Macron qui s'est produit à 2 heures, ce matin. On a un article de cette loi, ce n'est pas l'article principal, qui prévoit, qui maintenant est voté d'ailleurs, qui prévoit de diviser par deux la fiscalité sur la distribution d'actions gratuites désormais. Les actions gratuites, c'est-à-dire celles qui sont distribuées essentiellement, et je dois dire que le ministre a été très clair là-dessus, essentiellement aux entreprises, aux cadres dirigeants des entreprises du CAC 40.

Je pars de cet exemple-là parce que je voudrais savoir qui, dans cette salle, aurait voté l'article 34 à 2 heures du matin sur une proposition qui, encore une fois, est une proposition que l'on peut toujours débattre, mais qui s'inscrit en décalage avec un certain nombre d'engagements que nous avions pris sur la fiscalité et l'évolution de la fiscalité auprès de nos militants et auprès de nos citoyens.

La question dont je parle ce matin, avec *Cohérence socialiste*, c'est: nous sommes en responsabilité pour diriger ce pays, mais la responsabilité, est-ce de respecter les engagements que nous avions pris auprès des militants il y a deux ans et demi ou est-ce d'être fidèle à notre gouvernement, y compris quand un certain nombre de décisions sont en décalage avec les engagements qui ont été pris auprès des militants? C'est cette question qui est posée à mon sens au travers de la question de la responsabilité, et c'est cette question que nous voulons porter dans le congrès.

Alors, Julien Dray me dirait, il a raison d'ailleurs : ce n'est pas un point central par rapport à ce qui s'est passé en janvier de cette année dans notre pays. C'est vrai, c'est tout à fait vrai. En même temps, au travers de cet article, on distribue 200 millions d'euros à un certain nombre de personnes qui, encore une fois, ont des revenus déjà très confortables, et dans le même temps, on essaie de construire un plan de reconstruction des quartiers de notre pays avec un fonds d'investissement qui se limite à 50 millions d'euros. Ça fait partie des choses que nous proposons dans cette contribution générale: tout simplement de revoir un certain nombre d'arbitrages que nous sommes en train de faire au cours de la première moitié de ce quinquennat, de le faire tranquillement, de le faire sereinement et de le faire dans un débat qui doit rassembler tous les militants.

Et c'est le deuxième point que je voulais soulever ce matin: on m'a raconté, mais je ne sais pas si ça se passait vraiment comme ça, que lorsque Lionel Jospin était Premier ministre, le bureau national du Parti socialiste était systématiquement consulté avant le dépôt en conseil des ministres d'un certain nombre de lois. Les plus âgés rient, je vois Christophe Borgel qui rit. Peut-être que les choses n'étaient pas comme celles-là, peut-être que cela se passait vraiment comme cela, mais nous proposons tout simplement de faire en sorte que le Parti socialiste ne soit pas le dernier consulté lorsque nous avons des propositions de loi et un certain nombre de décisions. Ça peut paraître une évolution politique étrange, mais si nous ne parvenons pas à faire en sorte que notre parti soit une des parties prenantes aux décisions que nous prenons dans les trois prochaines années, les divisions que nous avons connues au cours de la première moitié de ce quinquennat vont se poursuivre. Elles vont se poursuivre sur de multiples points.

Et c'est le troisième élément et la conclusion que je voulais faire ce matin, il sera extrêmement difficile, si nous ne parvenons pas à nous rassembler rapidement autour d'un certain nombre de clarifications et de lignes entre militants socialistes et entre membres de la majorité, il sera extrêmement difficile d'être complètement unis au moment où, en 2017, nous devrons en plus faire l'union de la gauche pour le premier tour de l'élection présidentielle. Il n'y a aucune raison qu'un congrès socialiste ne puisse pas trancher un certain nombre de débats que nous avons entre militants socialistes. Il n'y a aucune raison. Cela sert à ça, cela peut permettre de clarifier une bonne fois pour toutes quels sont les points sur lesquels nous sommes tous d'accord et sur lesquels nous ne sommes pas d'accord, mais une fois qu'une majorité se sera dégagée, une fois qu'un certain nombre de mécanismes de gouvernance seront refixés, je suis persuadée que nous serons beaucoup plus unis et beaucoup plus capables en 2017 de proposer aux Français et à la gauche un programme qui sera non seulement un programme qui s'appuiera sur un bilan conforme aux engagements que nous avons pris, mais aussi un programme qui rassemblera tous les militants socialistes, pas un bout de la droite du parti, pas un bout de la gauche du parti, mais bel et bien l'ensemble des militants socialistes. Je vous remercie.



GÉRARD COLLOMB

Mes chers camarades.

Je crains de ne pas avoir une vision aussi idyllique, à la fois du Parti socialiste mais de la société, que Karine Berger. Mais si on veut être efficace, il faut bien regarder les choses ensemble. Cher amis, c'est vrai que nous venons de vivre un mois de janvier qui nous a tous bouleversés. Nous avons vécu le choc, nous avons vécu l'émotion. Il nous reste maintenant à réfléchir sur la situation dont ces événements sont révélateurs. Nous vivons aujourd'hui dans notre pays une triple crise: une crise morale, une crise sociale, une crise économique. Et ces trois crises sont évidemment totalement liées les unes aux autres. Crise morale: on voit bien aujourd'hui qu'une partie de la jeunesse issue de l'immigration ne se reconnaît plus dans les valeurs de la République et qu'elle est prête à adhérer au discours de l'islam le plus radical, celui qui porte la terreur et le crime dans une grande partie du Proche Orient et de l'Afrique, celui qui combat partout la liberté et la culture. Symétriquement, une autre partie de la France, celle des couches populaires, est, elle, tentée par le discours du Front national, prête à faire sienne tous les discours identitaires, antisémites, racistes, xénophobes, qui sont évidemment toujours ceux de l'extrême droite.

Mes chers camarades, qui ne voit que cette criselà s'enracine sur une crise sociale profonde, qu'elle s'enracine sur le chômage de masse, sur la précarité grandissante, sur la pauvreté qui ronge des pans entiers de notre pays ? Alors pourquoi cela ? Parce que nous connaissons une crise économique qui est d'une profondeur exceptionnelle. Et c'est parce que nous avons cette crise que nous avons la crise sociale, que nous avons la crise morale que nous connaissons. Mes chers camarades, regardez l'état de notre économie. Depuis le début de la crise en 2008, nous avons détruit 280 000 emplois. Depuis dix ans, c'est 700 000 emplois industriels qui ont été détruits. Quelles sont les raisons de cette crise? Tout simplement que nous avons perdu partout en compétitivité. Sur notre marché intérieur, et regardez autour de vous, les produits que consomment les Français, ils sont de moins en moins produits dans notre pays. Nous avons perdu dans la zone euro, et c'est considérable, partout dans le monde, dans les pays émergents. Notre recul à l'export par exemple, il est de 35 % à dix ans.

Alors, comment voulez-vous qu'il n'y ait pas dans notre pays, à partir de cette situation économique, un chômage de masse, une précarité qui aille croissante? Est-ce que c'est parce que nous n'aurions pas dépensé assez pour la protection sociale? Est-ce que la dépense publique ne serait pas assez importante en France? Mes chers amis, tous les économistes, tous les sociologues nous disent qu'aujourd'hui, c'est dans notre pays que la dépense publique est la plus élevée et en même temps que les inégalités sont les plus fortes. Notre société, elle est aujourd'hui divisée entre insiders et outsiders, ceux qui sont à l'intérieur du système et ceux qui ne peuvent pas y pénétrer.

Aujourd'hui, chez les jeunes, les deux tiers commencent l'emploi par un CDD. Et dans ces deux tiers, les 4/5e des CDD sont de moins d'un mois. Cela devrait nous amener à réfléchir. La fracture, elle est en même temps spatiale. Ce n'est pas la même chose d'être au SMIC dans tel territoire ou dans tel autre territoire, d'être dans l'Île-de-France ou bien d'être en province. Ce n'est pas la même chose d'habiter dans une cité en croissance ou d'être dans une cité en décroissance. Mes chers amis, rappelez-vous, on l'a dit, Coulibaly était de Grigny: 25 % de taux de chômage, 40 % chez les jeunes de Grigny. Évidemment que c'est considérable! Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire qu'il faut concentrer les moyens sur les sujets qui sont effectivement les plus difficiles à résoudre, ceux de la mixité sociale dans nos villes, reconstruire nos villes, faire qu'il n'y ait plus ces quartiers où l'on est entre soi, riches avec riches, et les autres où on est aussi entre soi, mais pauvres avec pauvres.

Je donne simplement deux chiffres. Vous voyez, j'entendais un camarade tout à l'heure qui disait qu'il faut faire le service civique obligatoire. Le service civique obligatoire, c'est trois milliards d'euros par an. Le plan pour la rénovation urbaine que nous allons appliquer, c'est cinq milliards sur les cinq prochaines années. On voit bien que ce n'est pas à l'échelle, qu'il faut aller plus loin, qu'il faut concentrer la dépense publique sur les sujets les plus importants.

Mes chers collègues, je sais que ce que je peux dire peut défriser, mais vous savez, nous citons tous Jaurès, et Jaurès, lorsqu'il disait « Il faut aller à l'idéal, mais il faut d'abord comprendre le réel », eh bien, il ne faut pas croire que ses propos étaient accueillis avec une ferveur extraordinaire. Il était sif-flé dans un certain nombre de congrès simplement parce qu'il voulait adapter l'idéal à la réalité.



JEAN-MARC GERMAIN

Chers camarades,

Si j'en juge aux orateurs précédents et au nombre de contributions, nous avons au fond tous répondu de la même manière à la question après les attentats de Paris et de Montrouge : fallait-il maintenir notre congrès? Et nous avons tous répondu oui, je crois pour les mêmes raisons. La première, c'est qu'à travers ces attentats, c'est la démocratie qui était attaquée au plus profond d'elle-même, à travers les juifs, la fraternité, à travers les policiers qui assurent l'égalité, et à travers bien sûr les journalistes de Charlie Hebdo qui défendent la liberté. Nous avons tous jugé qu'au fond, renoncer à ce congrès ou le reporter serait donner raison de manière posthume aux terroristes. Et nous avons tous eu raison, je crois, de se dire qu'il fallait maintenir nos débats, maintenir notre congrès qui est l'exercice démocratique, au fond, le plus fort, puisque nous remettons tout en cause: nos idées, nos propositions, et bien sûr nos responsabilités respectives. Nous l'avons fait aussi, je crois, parce que nous estimons que nous avons des choses importantes à nous dire, et beaucoup de choses ont été dites ce matin. À nous dire mais aussi à trancher.

Et nous avons aussi pensé qu'il fallait le faire maintenant. Pourquoi maintenant ? D'abord parce qu'il y a un regard nouveau des Français qui est porté sur nous, sur le président de la République bien sûr, sur le Premier ministre et sur l'ensemble du gouvernement, qui ont su gérer avec force le moment difficile dans lequel le pays était, mais aussi l'incarner et incarner ses valeurs. Et on voit bien, au-delà du président de la République et du gouvernement, que nous-mêmes, notamment dans cette campagne des départementales qui s'ouvre, le regard a changé. Il y a une écoute qui est là. Et cela, nous avons le devoir d'utiliser ce moment, parce que s'ils nous écoutent, c'est qu'ils peuvent nous entendre, ils peuvent entendre nos débats

et les propositions que nous allons porter. Et puis la troisième raison, qui existait avant le 11 janvier, c'est que nous sommes à mi-mandat. Et à mi-mandat, c'est le moment de penser ce moment toujours difficile pour la gauche au pouvoir, qui est la deuxième phase d'un quinquennat.

J'ai l'honneur de présenter, au nom de l'ensemble de ceux qui ont contribué autour de Martine Aubry à cette contribution « Pour réussir ». Si nous avons choisi ce titre, c'est pour marquer notre état d'esprit dans ce congrès. Nous voulons un congrès utile, tout le monde l'a dit, mais un congrès utile pour réussir la deuxième mi-temps de ce quinquennat. Nous ne pensons pas que le moment soit venu de l'introspection sur ce que nous avons fait. L'introspection, ce sera pour l'après-élections, si nous avons la malchance de les perdre, ou pour plus tard. Mais nous considérons que nous devons être dans l'action et donc tournés à 100 % sur nos propositions.

Quels sont les grands débats que nous avons à trancher? Le premier, beaucoup l'ont dit, Benoît tout à l'heure avec force, c'est celui de la façon de répondre aux fractures, fractures qui sont territoriales et culturelles, mais pour lesquelles pour nous tous, je crois, la réponse est sociale, et la réponse, c'est l'égalité, la réponse, c'est l'égalité réelle. Et je crois que Jean-Christophe, qui l'avait dit d'ailleurs, en souhaitant une inflexion vers l'égalité dans cette deuxième partie de quinquennat, nous le dira tout à l'heure.

La question, bien sûr, c'est: comment y parvenir? Tout le monde peut se retrouver, notamment, dans les propos qu'a eus le président de la République dans sa conférence de presse. Mais maintenant, il nous faut inventer les solutions, les solutions pour aller, et là je rejoins, et c'est assez rare, mais Gérard, sur ce qu'il dit: il faut investir massivement dans l'urbain. Et ce n'est pas à coup de millions qu'on y parviendra mais à coup de milliards. Il faudra trouver les moyens de faire. Et je prends juste un exemple de proposition qui est dans notre contribution, mais qui renvoie aussi à ce que disait Karine Berger, nous proposons de ne pas mettre en œuvre la suppression de la C3S - peu de monde sait ce que c'est -, et d'utiliser ces six milliards d'euros qui ne serviraient pas à grand-chose comme baisse d'impôts pour les entreprises pour les réinvestir dans les territoires. Mais la question, c'est vraiment la cohérence entre nos propos, nos orientations et nos actions.

Deuxième élément et je vais aller plus vite: la crise économique n'a pas disparu avec le 11 janvier. Et la question de la stratégie de sortie de crise est essentielle. On propose de rééquilibrer les efforts qui sont faits entre la baisse des charges et la demande, et notamment l'investissement public, d'arrêter la baisse des dotations des collectivités, à la fois comme moyen de sortie de crise mais comme réponse à la situation. En un mot, de répondre à la crise non pas par la déconstruction de ce qui a été fait au XX° siècle - et on pourrait avoir un

certain nombre d'éléments de commentaire d'une loi qu'on est en train de voter mais je ne le ferai pas aujourd'hui -, mais par le progrès social et écologique. Et puis répondre à la crise politique par plus de démocratie. On défend l'idée d'un régime plus parlementaire, d'un service civique qui tend à être universel, et d'un référendum en 2016 pour régler un certain nombre de guestions.

Je conclus en quelques secondes sur le rôle de nos partis. Je crois que c'est ce que dit notre contribution, nous avons appris à être un parti de gouvernement, c'est-à-dire qui est capable de concevoir des programmes à la fois ambitieux et réalistes, mais nous devons apprendre à être un parti au gouvernement, et à trouver notre place. Et un élément essentiel, c'est évidemment le lien entre notre parti et notre groupe politique. Par exemple, des questions comme le repos dominical, faut-il le restreindre ou pas ? Ce sont des questions qui doivent être tranchées dans le parti par des conventions, parfois par le fait de solliciter les militants, et qui ensuite doivent servir de guide au vote de nos parlementaires. Voilà le troisième débat qui nous semble devoir être tranché dans notre congrès. Je vous remercie.



Le débat peut enfin s'ouvrir, le débat qui aurait dû avoir lieu dans notre parti avant le virage imposé par le président de la République.

« La gauche ne doit pas mourir », c'est le titre de la contribution que nous présentons avec Sylvain Mathieu, Jean Gatel, Sylvie Houssin et Philippe Casier.

Ses signataires partagent deux regrets. Le premier regret, le même qu'avait jadis François Mitterrand, c'est que le choix d'un seul homme puisse s'imposer à tous sans débat dans la Ve République.

Le second regret, c'est que ceci est d'autant plus regrettable lorsque ce choix n'est pas le plus juste ni le plus efficace. Par conséquent, en attendant la VIe République, puisque le chef de l'État détient aujourd'hui les clés du camion, c'est à lui que notre congrès doit s'adresser.

Nous devons lui dire que l'unité nationale reste précaire tant que la crise de l'emploi, du pouvoir d'achat, et du logement n'est pas résolue, et tant que le chômage et l'exclusion se développent dans la France périphérique. Nous devons lui dire que le regain de légitimité dont il bénéficie doit lui permettre d'impulser un changement de cap en France et en Europe. En France, nous pensons que la politique conduite par le Premier ministre et le ministre de l'Économie n'est pas la plus juste socialement. Tout le monde le sait, 85 % des profits sont désormais distribués sous forme de dividendes. Dans ces conditions, quand vous octroyez 41 milliards par an de dépense fiscale aux entreprises, et qu'en même temps vous couperez 50 milliards de crédits à la protection sociale, aux collectivités locales et aux services de l'État, et qu'en plus le gel des salaires se propage dans tous les secteurs, ce n'est pas juste socialement.

D'autant que tout le monde a vu également qu'on ne s'est pas attaqué à la finance, que la réforme bancaire est restée inachevée, et que la réforme fiscale a été abandonnée.

Le comble, c'est que cette politique n'a même pas réussi à contenir la dette et à relancer l'offre. Sous d'autres formes, les politiques de l'offre sont d'ailleurs appliquées par tous les États de la zone euro. Elles sont inspirées de la doctrine de Berlin, pour laquelle l'État est le problème et la baisse des salaires la solution. Ces politiques ont engendré un jeu à sommes négatives.

Vous le savez, mes chers camarades, quand tous les pays baissent leurs salaires et leurs dépenses en même temps, personne n'y gagne. La demande finit par s'effondrer et le chômage atteint des sommets. Cette situation s'appelle la déflation. La BCE l'a compris, mais les liquidités qu'elle injecte engendreront la formation de nouvelles bulles financières en l'absence d'un changement de politique économique en Europe.

C'est pourquoi la France a une grande responsabilité. Elle peut encore être le fer de lance d'une réorientation de la construction européenne. Mais elle a manqué un premier rendez-vous en 2012 ; elle n'a pas mis en cause la doctrine de Berlin, elle a avalé le traité budgétaire, elle ne s'est pas saisie des propositions de la Commission et du Parlement européens sur les ressources propres de l'Union et a accepté un budget en baisse de 10 %.

Aujourd'hui, la France pourrait s'appuyer sur la victoire de la gauche en Grèce pour réorienter le débat. Malheureusement, le sentiment qu'ont les Grecs, c'est que l'Allemagne et la BCE pressent François Hollande de lâcher la Grèce, comme s'il fallait tuer dans l'œuf toute perspective de plan B.

Mes chers camarades, parce que le changement en Grèce ouvre de nouvelles perspectives en Europe, parce que l'esprit du 11 janvier, c'est la liberté d'expression, qui ne doit pas s'arrêter à la porte du Parti socialiste, les signataires de cette contribution disent à la fois: « Je suis Charlie », mais ils disent aussi: « Je suis Syriza ». La gauche doit vivre, les Français ne sont pas apathiques, il faut juste leur donner envie de voter.

Merci.



PHILIPPE ALLARD

Bonjour camarades. Je ne vais pas intervenir en mon nom, mais je vais intervenir au nom de tout un groupe de jeunes qui ont travaillé, ils sont plus de 400 aujourd'hui, ce sont des jeunes qui sont des secrétaires de section, qui sont des jeunes élus dans tous les territoires et qui ont voulu travailler et réaliser ce qu'ils appellent une boîte à idées pour le Parti socialiste.

Leur réseau s'appelle: « Inventons demain ». Je trouve que leur travail est intéressant, parce que si on écoute depuis ce matin tous les débats que nous avons eus, on voit très bien que le congrès qui est à venir doit répondre en fait à trois questions. La première question, ça va être: après les événements de janvier, qu'est-ce que nous devons faire?

En fait, il y avait une espèce de désespérance. On pensait que les partis politiques n'avaient plus leur rôle, qu'il n'y avait plus de volonté politique, et puis d'un seul coup, le peuple s'est levé et a dit quelque chose. Donc, nous, force de gauche, évidemment, nous devons être dans l'écoute, mais aussi il faut réfléchir à: comment réussir, demain, à porter cette espérance? Donc ça, ça va être une question importante, et c'est vrai que jusqu'à présent, je n'entends pas beaucoup de solutions. On sent qu'on cherche, bon, c'est toujours ça l'important.

La deuxième question, on l'entend peut-être parfois

même un peu trop, c'est vis-à-vis de l'action du gouvernement, que faire ? En gros, quelle est la place d'un parti de gouvernement ? Jusqu'où peut-on aller dans la relation avec l'action gouvernementale ? Et ça, c'est une question aussi importante et c'est pour ça qu'il y a d'ailleurs autant de contributions, parce qu'on voit très bien qu'entre la volonté de dire, la volonté de porter un message parfois de résistance, ou au contraire le dire sans aller trop loin, on voit très bien que toute cette question-là est importante, et au lieu parfois de nous déchirer, on devrait peut-être essayer ensemble de voir comment on peut faire. Et puis, le troisième enjeu de ce congrès, c'est qu'il faut qu'on continue à travailler. Il y a des échéances demain, les élections présidentielles vont approcher.

demain, les élections présidentielles vont approcher. Et le Parti socialiste doit être cette boîte à idées. C'est pour ça, d'ailleurs, que quand ils ont lancé leur mouvement, ils m'avaient invité, j'ai participé à leurs réunions. Ils font venir des intellectuels, des chercheurs, et ils essayaient de réfléchir sur l'après. Et n'oublions pas cette dimension-là parce que les Français, c'est sûr qu'ils écoutent nos clivages internes, mais ce qui les intéresse avant tout, c'est de voir un peu ce que nous allons proposer aussi pour demain.

Donc, ce réseau « Inventons demain » est né de tous ces jeunes. Il constitue aujourd'hui un regroupement de cinquante départements, avec l'Outre-mer. Ils ont apporté ce texte qui porte sur quarante idées radicalement innovantes. Cette contribution est particulièrement rafraîchissante car elle nous éloigne à la fois des batailles d'ego au sein de notre parti, et elle prépare cette nouvelle génération qui a envie d'apporter sa contribution à nos débats.

Cette boîte à idées nous rappelle une chose simple, c'est que, très vite, nous entrerons dans une campagne présidentielle, et si ce congrès ne permet pas de produire des idées, alors le Parti socialiste sera seulement sur la défensive.

Il nous faut d'abord inventer une nouvelle manière de s'engager plus collective, plus fidèle, et surtout beaucoup plus exigeante. Jaurès disait que le Parti doit être une image de la société que nous voulons pour demain, et ces jeunes nous disent: regardonsnous, regardons comment fonctionne notre Parti. Est-ce que notre Parti est aujourd'hui à l'image de la société que nous voulons pour demain? Nous en sommes loin, pensent-ils.

Dans cette boîte à idées, vous trouverez donc l'interdiction du parachutage, le redécoupage des fédérations, la transformation du Parti socialiste, justement, pour préparer l'avenir. Ensuite, nous devons travailler à un changement de paradigme. Un modèle économique, politique et social s'est écroulé en 2008. Les Français, les Européens, les citoyens veulent qu'on leur propose un autre modèle, et « Inventons demain », le groupe qu'ils ont constitué, réfléchit, est au cœur de l'élaboration de ce programme et considère que ce programme doit être au cœur du travail des socialistes.

Enfin, troisième point: la réforme institutionnelle. Peut-être la mère des réformes, disent-ils. Car changer les règles, c'est changer le jeu. Dans la boîte à idées qu'ils nous proposent, vous trouverez notamment la suppression du Sénat et son remplacement par une chambre tirée au sort. Vous trouverez également une pleine inéligibilité à vie pour faits de corruption ou encore la suppression de l'ENA.

L'état dans lequel les socialistes ont retrouvé le pays en 2012 nécessite la recherche de ces solutions radicalement nouvelles. Le radicalisme est intéressant ici, parce que c'est dans les idées.

La boîte à idées offre des solutions techniques et réalistes pour réduire les 15 milliards d'euros sur la fraude fiscale. La boîte à idées attire notre attention sur les nouvelles sources d'emploi et d'activité, en demandant l'instauration d'une TVA réduite pour l'économie collaborative.

À l'occasion du 70° anniversaire de notre Sécurité sociale, il faudra mettre l'accent là-dessus, la boîte à idée propose également une refonte totale de notre système, qui passerait par la nationalisation des mutuelles de santé et la prise en compte de nouveaux risques sociaux.

Là, c'était juste quelques éléments mais, mes camarades, nous devons mettre l'action sur ce qui nous unit, rassembler ce qui est épars autour d'une seule pierre d'angle: la production d'un projet de transformation dans un cadre républicain, humaniste et laïc. Puisons donc dans les quarante propositions de cette boîte à idées. Ensemble, inventons demain, soutenons donc cette jeunesse qui travaille pour nous tous. Merci.



PATRICK ARDOIN

Chers camarades, bonjour. C'est avec plaisir que je vous présente la contribution générale « Pour nos générations futures, osons un avenir écologique et solidaire ».

Cela dit, je n'avais pas prévu de le faire, je voudrais faire une remarque préliminaire issue des travaux qui ont été faits jusqu'à maintenant ce matin: il y a 27 contributions générales qui ont été déposées, 171 contributions thématiques; je trouve que c'est un témoignage éloquent de la dynamique qu'il y a au sein du Parti, des énergies déployées, du bouillonnement d'idées, etc., et il faut véritablement qu'on le retrouve dans nos actions et que le Parti

sache écouter et tenir compte de toutes ces remarques. Et le fait qu'on ait prolongé le débat au niveau des contributions thématiques me paraît une très bonne initiative.

Cela dit, faisons attention au décalage qu'il y a entre la parole et les actes. Ça a été rappelé tout à l'heure, je crois véritablement qu'il y a très souvent de lourdes déceptions au niveau des militants à cause de ces décalages, et il faut donc véritablement que les actes collent aux paroles et à l'écoute. Et quand j'entends, je dois dire, que la compétitivité devrait rester l'alpha et l'oméga d'une politique, ça me laisse rêveur et je crains que ce décalage soit encore de plus en plus fort.

Je rappelle d'ailleurs que, quand on parle de compétitivité, on l'entend souvent comme: les salaires = la variable d'ajustement. C'est tout à fait faux. Et d'ailleurs, on a plutôt intérêt à avoir des gens bien formés et bien payés pour avoir une valeur ajoutée de qualité. Quant à la compétitivité, il y a bien d'autres choses à voir, entre autres la compétitivité hors coût, et je trouve que, dans les débats, on l'oublie bien souvent.

Pour revenir à « Pour nos générations futures : osons un avenir écologique et solidaire. », il y a trois ans, au congrès de Toulouse, on parlait d'oser, oser aller plus loin, plus vite. Malheureusement, ce thème reste plus que jamais d'actualité. Bien sûr, nous nous félicitons dans plusieurs domaines du travail accompli par le président de la République, et particulièrement dans le domaine de l'éducation ou celui piloté par la Garde des sceaux. La politique internationale mérite aussi d'être saluée. Mais sur quatre sujets fondamentaux, beaucoup de choses restent à faire : la finance, la gouvernance, une autre croissance, et l'Europe.

Le chantier est vaste, les initiatives sont timides. Il faut absolument que cela change. Rappelons

quelques réalités: le chômage et la précarité continuent de croître sans aucune inflexion, la répartition des richesses est de plus en plus mal partagée, le pouvoir continue de s'exercer entre les mains de quelques-uns, notre adversaire, la finance, est toujours aussi présente, et d'autres crises nous guettent. Le sacro-saint dogme de la croissance s'enkyste. L'Europe ne joue pas son rôle de régulateur. Enfin, sur un plan mondial, les désordres environnementaux continuent de dégrader dramatiquement notre planète.

Alors bien sûr, tout n'est de notre seul ressort, nous le savons bien. Tout ne se fera pas en quelques semaines, nous le savons aussi. Mais aujourd'hui, la situation politique en France, en Europe et dans le monde requiert de l'audace, de l'audace et des idées nouvelles.

Les dramatiques attentats de janvier, l'arrivée au pouvoir de Syriza, les nouvelles orientations de la Banque centrale européenne, sont des éléments, certes complètement différents les uns des autres, mais qui, en ce début d'année, nous obligent à plus de partage, plus de solidarité et plus d'innovation. Il faut donc que cela change avec des idées nouvelles. Premièrement, faisons société, bâtissons une société nouvelle qui porte un grand projet de transformation économique et sociale. Développons l'économie solidaire, développons l'économie circulaire pour amplifier le lien social.

Il faut lutter contre le chômage de masse avec la réduction du temps de travail et trouver un nouvel équilibre entre la relation au travail et au temps libre. Il faut mieux respecter notre environnement et notre planète en construisant un nouveau modèle de développement. Privilégions l'engagement citoyen, organisons une VIe République, étendons les référendums d'initiative populaire, donnons le droit de vote, une promesse que nous n'avons pas respectée, donnons le droit de vote en France aux résidents non européens.

Ayons une politique d'immigration humaine et intelligente et faisons que l'Europe soit plus forte, une Europe solidaire. Et pour aborder l'avenir, nous avons besoin d'idées nouvelles, qui sont encouragées par l'enseignement supérieur, de revoir notre système de Sécurité sociale, en s'imprégnant d'ailleurs du système qui existe en Alsace-Lorraine. Soutenons le revenu étudiant, soutenons le revenu universel de subsistance. Et pour financer cet avenir, luttons beaucoup plus fortement contre la fraude et l'évasion fiscale.

Voilà, pour nos générations futures, osons de nouveaux chemins basés sur des idées nouvelles. La deuxième moitié du quinquennat du président de la République est à ce titre une formidable opportunité. Nous voulons sa réussite. On a une chance historique, essayons de la saisir. C'est ainsi, là aussi c'était un propos du chef de l'État pendant sa campagne, c'est ainsi que nous renouerons avec le rêve français promis en 2012.

Merci.



GÉRARD FILOCHE

Bonjour. Il faut redistribuer les richesses si nous ne voulons pas que notre parti soit balayé par nos électeurs, au moins par leur abstention. Et si nous ne voulons pas connaître le sort triste qu'a été celui du Pasok.

J'ai déposé la contribution au nom de, je crois qu'il y avait 1200 signatures hier soir, de 90 départements. Je crois pouvoir dire que tous les camarades souhaitent qu'il y ait ce débat vite, maintenant, pour réorienter notre parti et réorienter le gouvernement. Nous partageons ce qu'a dit Emmanuel Maurel, Frédéric Lutaud, Christian Paul, et une partie de ce qu'a dit Jean-Marc Germain, car nous souhaitons que cette nouvelle majorité soit en mesure de l'emporter dans ce congrès et que ça change, et qu'elle soit en mesure de peser ensuite sur le gouvernement et que ça change aussi.

Nous aimons le Parti socialiste tel qu'il est depuis Jaurès, le parti du salariat, celui qui a traversé le siècle en progressant: des 40 h aux 39 h, aux 35 h, c'est le parti du droit du travail, c'est le parti du SMIC, c'est le parti des comités d'entreprise, des délégués du personnel, des comités hygiène sécurité et conditions de travail. Une des plus grandes avancées des trente dernières années en protection des salariés. Il n'y a que 22 000 CHSCT en France mais les supprimer, ce n'est pas la voie, c'est de les augmenter et de les développer qui est la voie.

Ce parti-là, nous l'aimons et nous voulons qu'il se développe. Nous ne pensons pas que ce soit une étoile morte. Nous ne pensons pas qu'il soit passéiste et nous sommes très méfiants du modernisme. Nous sommes mal à l'aise quand le Premier ministre en Chine dit aux dictateurs chinois: « Venez en France, on licencie facilement. » On est mal à l'aise guand il dit: « Venez en France, les 35 h ne sont qu'une référence. » Nous sommes mal à l'aise quand le ministre de l'Economie dit à Las Vegas aux jeunes : « Devenez *milliardaires. »* Et après leur dire : « *Roulez en autocar* si vous n'avez pas de sous pour prendre le TGV. » Nous sommes mal à l'aise quand nous avons une politique qui dit: « Vive l'entreprise! », sans dire: « Vive les salariés ! ». Alors qu'aucune entreprise ne fonctionne sans salarié. Et nous pensons qu'il y a des choix qu'il faut faire. Les choix ne sont pas ceux de continuer à donner au patronat. Regardez, on leur donne, on leur donne et voilà maintenant qu'ils demandent le licenciement sans motif à l'Assemblée nationale. Mais la protection contre les licenciements, c'est un droit de l'homme, c'est la Déclaration universelle des droits de l'homme, c'est la Charte européenne, c'est la Convention 158 de l'OIT. Est-ce que c'est le moment de dire, quand tous les jours il y a des licenciements, 40 000 emplois de moins le mois dernier, qu'on va faciliter les licenciements ? Est-ce que c'est le moment ? Non, bien sûr. Ce n'est pas la tradition socialiste, ce n'est pas l'histoire du socialisme, ce n'est pas l'avenir du socialisme. Et nous voulons cet avenir du socialisme contre la liquidation des droits. contre la dérégulation. Parce que la dérégulation, chaque fois qu'on dérégule, le chômage augmente. C'est le droit du travail qui créé du droit au travail. La case du droit du travail augmente le recul des CDD, la pauvreté, la flexibilité, et tout ça, ça nous conduit dans une catastrophe. Donc c'est ça qui est en jeu quelque part dans le choix d'une majorité dans le débat de notre congrès, dans la possibilité d'avoir suffisamment de force pour que le Parti socialiste réoriente le gouvernement.

On a du mal à croire à l'unité nationale. Parce que quand on n'arrive pas dans un gouvernement à rassembler les socialistes, quand on n'arrive pas à rassembler une unité de la gauche, ça me semble très difficile de faire l'unité nationale avec le MEDEF et avec Sarkozy. Sarkozy, il va chercher son argent au Qatar et après, il revient pour taper sur les intégristes. Ce n'est pas avec eux qu'on va faire l'unité nationale ni une société nouvelle et qu'on va séduire la jeunesse. Ce n'est pas avec eux qu'on va dynamiser notre électorat. C'est évidemment avec des propositions sociales qui relèvent de notre histoire, de notre volonté et de l'unité de la gauche. Il faut l'unité de la gauche.

Comment peut-on faire autrement aujourd'hui? On nous dit la dette, mais la dette, elle a augmenté de dix points depuis qu'on est là. Parce que ce qui peut permettre de faire reculer la dette, ce n'est pas de dépenser moins, c'est de dépenser plus. Il faut mettre l'argent dans la machine économique pour qu'ensuite des équilibres budgétaires reviennent. Évidemment, il faut lutter contre la fraude fiscale, ce n'est pas seulement Syriza, ils ont raison de vouloir le faire, mais nous-mêmes.

Écoutez, Luxleaks, c'est quand même extraordinaire. Vous avez un gars qui dirige l'Europe, il s'appelle Juncker, pendant trente ans, il était à la tête du Luxembourg et il est révélé, sans conteste, qu'il y a à peu près 2 400 milliards d'euros qui ont disparu, blanchis au Luxembourg, par 200, 340 multinationales dont 58 entreprises françaises dont Yann Galut dit que ca nous coûte 100 milliards. Mais 100 milliards, excusez-moi, pourquoi on va toucher à la Sécurité sociale? Pourquoi on va toucher aux collectivités territoriales ? Pourquoi on va enlever de l'argent dans les communes, dans les départements si on peut aller le chercher chez ces tricheurs qui ont pris de l'argent et qui l'ont blanchi au Luxembourg! Et c'est l'argent de notre République. Il y a 80 milliards de fraude fiscale, il y a 600 milliards d'avoirs français dans les paradis fiscaux. Les 500 premières familles ont 440 milliards, une fois et demi le budget de l'État. L'argent, il est là. Vous voulez des équilibres budgétaires, vous voulez faire plaisir à Merkel, j'y arriverai, moi. Embauchons les inspecteurs des impôts nécessaires, menons la lutte contre la fraude fiscale, trouvons les milliards là où ils sont. Mais pour ça, par contre, il faut s'opposer à l'oligarchie.

C'est comme en Grèce, on a mis sur le dos du peuple ce qu'Onassis ne voulait pas payer. Aller chercher les 400 milliards que l'oligarchie suisse a cachés en Suisse et vous avez la solution des problèmes. Et c'est par ce bout-là qu'on trouve tout une autre politique, par ce bout-là qu'on peut redistribuer les richesses, par ce bout-là qu'on peut mobiliser un peuple et qu'on peut, du coup, regagner des majorités aux élections que nous n'aurions jamais dû perdre. Et donc, ça, c'est une vraie réorientation, avec du droit du travail à la clé, avec une réforme fiscale à la clé, avec effectivement de la santé et des écoles plus, parce que c'est comme ça qu'on luttera contre ce qui a failli ravager, ce qui ravage potentiellement notre pays et ce qui a été un drame au mois de janvier.

Donc, c'est cette politique là que nous essayons de défendre et que nous essayons de défendre en appelant tous ceux qui le veulent à une majorité pour le faire. Parce que quand ca sera fini, ca sera fini, ca sera trop tard. Si on perd les cantonales et puis qu'on perd les régionales, je ne sais pas ceux qui voudront parler de 2017 parce que ce sera un désastre. Et il est temps encore d'avoir le sursaut, il est temps encore d'avoir l'unité, il est temps encore d'avoir une politique sociale, c'est ce que nous essayons, modestement, de défendre devant vous, en disant que l'issue, c'est l'unité des socialistes, l'issue, c'est l'unité de la gauche, l'issue, ce n'est pas le compromis avec le patronat. Le patronat, il est dans la main de la finance, et si même nous voulons lui rendre un service, c'est d'imposer des règles de la République qui combattent l'anarchie et la violence des riches audessus et de la finance au-dessus, qui redistribuent le droit du travail, qui fassent reculer le chômage, qui marchent vers la réduction du temps de travail.

Quelqu'un qui a ri tout à l'heure pour les 32 h, mais enfin on a 850 000 naissances depuis l'an 2000, on va avoir une génération, un boom démographique qui

dans trois, quatre ans, va frapper à la porte et nous aurons chaque année 400 000 jeunes qui demanderont de l'emploi. Si vous croyez une seule seconde qu'on pourra lutter contre le chômage de masse sans réduire la durée du travail, vous vous trompez. On n'y arrivera pas avec des emplois jeunes ou des petites subventions par-ci par là, et notamment pas en faisons confiance à Gattaz. Chaque fois, il encaisse, il encaisse, il encaisse et ne redonne jamais rien en échange.

Soyons socialistes, changeons notre Parti socialiste à l'occasion de ce congrès, faisons l'unité nécessaire pour y parvenir, battons-nous pour l'unité de la gauche, pour un gouvernement rose, rouge, vert, et pas pour un gouvernement qui se rétrécit et qui, sous couvert de modernisme, fait une politique contraire à toutes nos traditions historiques.



Bonjour à tous, bonjour chers camarades. Je suis un peu ému d'être devant vous aujourd'hui, et je dois dire, je veux quand même dire que j'ai une grande affection pour Gérard Filoche.

Quand j'étais secrétaire national, j'ai eu l'occasion d'être invité à de nombreuses associations, de bouger un peu partout en France, et c'est vrai qu'on a beaucoup de jeunes, de talents, de personnes de talent dans notre pays, et moi je n'ai pas envie de sombrer dans le déclinisme mais c'est vrai que là, on est quand même dans une période un peu difficile avec l'épisode Charlie ; ça nous a fracturé un peu nos banlieues, ça nous a vraiment fracturé les banlieues. C'est vrai qu'il y a un très très grand malaise en banlieue. Et je voudrais que le parti, quand même, il prenne en compte ce qui se passe. Je voulais vous dire que dans notre banlieue parisienne, dans les quartiers populaires, il y a beaucoup de jeunes qui ne sont pas Charlie, et ça vous le savez, avec toute l'information qui est passée dessus, on a fait beaucoup de pub là-dessus. Et vraiment, je crois qu'on a besoin de tendre la main à notre jeunesse et de se retrouver dans notre pays.

On a besoin d'unité, d'accord dans le Parti socialiste, mais aussi dans le pays parce que notre pays, là vraiment, on sent qu'il est fracturé. Et on a besoin de retrouver... À un moment, on avait eu la gauche plurielle, Jean-Christophe connaît bien ça. Et maintenant il faudrait qu'on ait la France plurielle. Cette France plurielle, il faudrait qu'elle existe aussi au sein de notre parti. Elle n'existe pas vraiment au sein de notre parti. Il y a des personnes qui ont fait des efforts. Le président de la République, à l'époque, quand il était premier secrétaire, François Hollande, et aussi mon ami Stéphane Le Foll, avaient fait beaucoup d'efforts pour la diversité. Et on était arrivé à 10 % ou 11 %, 13 % de représentation au sein des instances nationales, de la diversité. Moi, je voudrais qu'on monte maintenant à 30 %. C'est ce qu'on dit dans notre contribution « Pour un nouveau pacte républicain », il faut vraiment qu'il y ait 30 % des postes qui soient réservés à la diversité, c'est important, il faut faire un geste, il faut être volontaire à un moment. Je sais que ça va choquer beaucoup de camarades, je ne parle pas de quota, mais il faut vraiment... C'est le moment de le faire.

Je vais passer maintenant un peu à la contribution générale que je représente : « Pour un nouveau pacte républicain ». Parce qu'on pense le pacte républicain, il est fissuré. Il y a des choses qui ne vont pas et, vraiment, il faut reprendre tout ca. Je vais faire quelques propositions, je prends quelques propositions dans notre contribution. On a parlé de la jeunesse. Il y a une jeunesse qui est très éloignée de l'emploi, comme vous le savez, on a décrit ça dans la contribution générale. On a besoin, je crois, de 150 000 emplois aidés, c'est ce que nous pensons. Il faut donner aussi un coup de pouce à cette jeunesse en accompagnant aussi ces emplois. Ça, c'est très important. L'élection du Premier secrétaire, il faut qu'elle se fasse au suffrage universel. Mais je pense que ca a déjà dû être dit. Et puis, il nous faudrait un secrétariat national à la lutte contre les discriminations, le racisme, l'antisémitisme. C'est très important. Ça n'existe pas au sein de notre formation. Et je ne comprends pas pourquoi, je ne sais pas pourquoi. Mais en tout cas, nous, ça nous a beaucoup choqués, on voudrait que ça existe. Il faudrait aussi un secrétaire national à la mémoire nationale et à la francophonie. Je ne vais pas réveiller les batailles mémorielles et les combats pour la mémoire, je crois que ce n'est pas le lieu ni le moment, aujourd'hui, avec ce qui se passe dans le pays. Mais, quand même, cette mémoire, elle est très importante à nos yeux pour faire partie du récit du roman national. Il y a des Français issus de la diversité qui ont besoin, justement, ils ont besoin que cette mémoire soit réhabilitée et que cette mémoire, aussi, qu'elle soit enseignée aussi.

On parle aussi de droit de vote obligatoire dans notre contribution générale, parce que vous l'avez tous dit, c'est vrai que ce droit de vote, il a été acquis de haute lutte, des gens sont morts pour ça. Et je crois qu'il faut vraiment qu'il devienne obligatoire aujourd'hui. Parfois, on assiste vraiment à des abstentions qui nous rendent tristes parce que ca ne fait monter que les extrêmes, et en plus, je vais vous le dire, pour lutter contre les extrêmes, vous avez besoin de la diversité, vous avez besoin de nous, parce que c'est nous qui sommes visés par les racistes, les extrémistes qui existent dans ce pays. Et je trouve que c'est dommage de se priver de tous les talents de la diversité qui existent dans notre pays. Il faut que ces talents-là soient reconnus aussi, parce que ça va être un grand apport dans la lutte contre l'extrême droite.

Il faut limiter les mandats dans le temps, service civique obligatoire, on l'avait écrit avant que le Président n'annonce cette mesure. Le développement des services à la personne. Pour nous, il faut renforcer aussi l'accompagnement parce qu'il y a la grande pauvreté en France, l'accompagnement des bénéficiaires du RSA. Il y a la po-

litique d'immigration, on a écrit beaucoup sur la politique d'immigration. La lutte contre la délinquance, et bien sûr le droit de vote des étrangers qu'on attend depuis plus de 30 ans. Ça, c'est très important à nos yeux.

Le codéveloppement, ça, c'est quelque chose que je connais bien. Je trouve qu'on a beaucoup de chantiers pour le codéveloppement, et notamment, il faudrait qu'on arrive à faire la synergie de toutes les politiques de développement dans les collectivités territoriales, la politique de l'État, les associations, et puis vous savez qu'il y a aussi tous ces Français d'origine immigrée, ou tous ces étrangers qui sont là, qui font des projets aussi pour leur pays. Tout ça, il faudrait qu'on ait nos grandes réflexions là-dessus et qu'on puisse, vraiment, arriver peut-être à des Assises de la coopération ou quelque chose, mais que ce soit pris en compte. Là, je crois qu'on n'a pas bien fait le travail non plus.

Je conclus puisqu'on me demande de conclure. Nous, on n'est pas là pour faire des révolutions de palais, mais on s'aperçoit quand même qu'il y a beaucoup de militants qui désertent notre parti. Notre parti n'est plus attractif. Pour terminer, je crois que c'est avec l'apport de tous, de la diversité, que le parti pourra redevenir attractif. Ce n'est pas en excluant une partie des Français ou des militants qu'on va arriver à rendre notre parti et à faire des offres politiques intéressantes, et à rendre notre parti attractif, notamment pour la jeunesse, là il y a un chantier à faire, mais bon, je m'arrête là puisqu'on me fait signe. Je vous remercie.



Deux points, mes camarades, rapidement, après la présentation des contributions. D'abord, chaque responsable de contribution générale recevra lundi dans la journée un mode opératoire, pour l'organisation de nos débats jusqu'au Conseil national, de dépôt des motions. Nous avons eu ce matin une réunion de la commission provisoire de préparation du congrès pour y travailler, et donc vous aurez, chacun d'entre vous, le mode opératoire.

Deuxièmement, un groupe de travail sur nos statuts sera organisé autour de Rachid Temal, secrétaire national adjoint, pour les balayer sur un plan juridique d'ici notre congrès. Il nous faut investir, ratifier l'investiture d'un certain nombre de têtes de liste régionales, puisque jeudi, nous avons voté dans de nombreuses régions.

Pour la nouvelle grande Région Est, qui regroupe l'Alsace-Lorraine, la Champagne-Ardenne, nous avons le vote en faveur de Jean-Pierre Masseret.

Pour la Région Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Pierre de Saintignon.

Pour la Région Aquitaine-Poitou-Charentes et Limousin, Alain Rousset.

Pour la Région Normandie, Nicolas Mayer-Rossignol.

Pour la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, Carole Delga. Pour la Guadeloupe, Victorin Lurel.

Pour la Région Centre, François Bonneau.

Pour la Région PACA, Christophe Castaner.

Et pour la Région Pays-de-Loire, Christophe Clergeot.

Il n'y a eu, à l'issue de ces votes, aucune contestation dans les fédérations. Il appartient à notre Conseil national de ratifier ces investitures.

Les régions qui n'ont pas été citées verront leurs investitures de tête de liste réalisées au lendemain des élections départementales. Merci.

Le conseil national a ratifié les investitures pour les élections régionales présentées par Christophe Borgel.



MODE D'EMPLOI DU CONGRÈS



FIN DES DÉPÔTS DES CONTRIBUTIONS THÉMATIQUES

20 FÉVRIER 2015

Vous pourrez retrouver toutes les contributions générales:



en ligne sur notre site



dans l'Hebdo des socialistes



ENREGISTREMENT DES MOTIONS NATIONALES D'ORIENTATION



11 AVRIL 2015

Conseil national de synthèse pour l'enregistrement des motions nationales d'orientation



LES ADHÉRENTS VOTENT EN SECTION!



21 MAI 2015
Vote sur les motions



28 MAI 2015

Vote pour le-la Premier-e secrétaire national



Congrès de Poitiers

5, 6 ET 7 JUIN 2015

Ville



REJOIGNEZ LE PARTI SOCIALISTE

- lacksquare Je souhaite prendre contact avec les socialistes
- ☐ Je désire adhérer au Parti socialiste
- ☐ Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)

Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 contact@parti-socialiste.fr – parti-socialiste.fr

Nom	
Prénom	
Email	
Tél	
Adresse	
Code postal	